

GES-6. SUPPLEMENTS POUR LA PERIODE 1851-1914

Revoir la chrono.

I. SUR LE SECOND EMPIRE

1°) La guerre de Crimée ¹

a) Les origines : la question d'Orient

— On appelle “ Question d'Orient ” un ensemble de problèmes liés aux ambitions des puissances européennes en Méditerranée orientale.

— Ambitions russes : établir une sorte de protectorat sur les chrétiens orthodoxes des Balkans, Roumains et Slaves et obtenir un contrôle des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles), de façon à pouvoir faire passer librement la flotte russe de la mer Noire en Méditerranée.

— Ambitions britanniques : assurer la sécurité des “ routes des Indes ”. Outre celle qui passait par le Cap de Bonne-Espérance, il y en avait une autre, mi-maritime, mi-terrestre par le Proche-Orient. Les Anglais veulent en tout cas empêcher les Russes de pénétrer en Méditerranée orientale. Leur thèse traditionnelle est celle de l'intégrité de l'Empire ottoman et de la fermeture des Détroits.

— Ambitions françaises : La France veut être présente en Méditerranée orientale. Elle aspire à être la protectrice des catholiques de l'Empire ottoman, notamment les Maronites du Liban. Elle exerce en Égypte une profonde influence culturelle et économique.

— Ambitions autrichiennes : L'Autriche s'intéresse peu à la Méditerranée orientale, car elle est une puissance navale de second rang. Par contre, elle est très hostile à une hégémonie russe sur les Balkans ; les Russes l'ayant aidée à vaincre les Hongrois, elle doit tolérer l'occupation temporaire des principautés roumaines (Moldavie et Valachie) par les troupes du tsar. Mais elle veut à tout prix tenir les Russes à l'écart de l'Ouest des Balkans (principautés autonomes de Serbie et du Monténégro, provinces turques de Bosnie, d'Herzégovine et de Macédoine, avec le grand port de Salonique).

Le réveil des ambitions russes.

- La Convention des Détroits de juillet 1841, signée par toutes les grandes puissances, avait réalisé les objectifs britanniques : fermeture des Détroits en temps de guerre, et maintien de l'intégrité de l'empire ottoman. Le tsar Nicolas Ier supportait mal cette contrainte qu'il n'avait acceptée qu'à la suite des promesses du Sultan Abdul-Medjid de faire des réformes en

¹ A.Gouttman, *La guerre de Crimée. 1853-1856. La première guerre moderne*, Perrin, 2003, 438 p., largement complété car très « histoire bataille ».

faveur des chrétiens. Cette promesse n'avait pas été tenue, et la Turquie se trouvait « en pleine décadence » ; le sultan avait peine à faire observer son autorité dans les provinces. Les populations chrétiennes se révoltaient périodiquement contre les exactions, et ces révoltes étaient suivies de dures répressions. Dès 1844, au cours d'une visite à la reine Victoria, Nicolas Ier déclara que la Turquie était « mourante ». Après les révolutions de 1848, cette impression se confirma. Le tsar voulait aboutir à un arrangement sur le partage de l'empire ottoman.

- Au cours de plusieurs entretiens, en janvier et février 1853, il s'en ouvrit à l'ambassadeur britannique Hamilton Seymour : « Nous avons sur les bras un homme malade, gravement malade : ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises. » Il suggéra de placer les Principautés roumaines sous protectorat russe, de même que la Serbie et la Bulgarie. Il offrit à l'Angleterre un protectorat semblable sur l'Égypte. Il se croyait fort de l'appui autrichien étant donné le service rendu contre les Hongrois. Seymour riposta en disant que si la Turquie était un « homme malade » ses amis devaient s'efforcer de le guérir et non spéculer sur son héritage.

L'affaire des lieux saints.

- À Bethléem, Jérusalem et Nazareth, les orthodoxes et les catholiques se disputaient âprement la possession d'une douzaine de sanctuaires. En 1808, les « Latins » (catholiques) avaient été privés d'une partie de leurs droits par le sultan. En février 1852, Napoléon III (cf. biographie dans le dossier biographique), soucieux de se faire bien voir des catholiques français, obtint du sultan un « firman » restituant aux Latins les clefs de douze lieux saints. Mais en même temps, le Sultan écrivit au tsar que la situation de fait ne serait pas changée.

- Une « querelle de moines » finissait par devenir un conflit franco-russe. En fait, cette querelle fut réglée par un compromis au début de 1853. Les Latins reçurent quelques-unes des clefs et les Orthodoxes gardèrent les autres. Mais le tsar fit rebondir l'affaire.

b) Les opérations militaires

Le conflit russo-turc.

- Croyant qu'il suffirait de « parler haut » au sultan pour obtenir satisfaction, Nicolas Ier décida d'envoyer à Constantinople, en avril-mai 1853, une mission extraordinaire, sous les ordres du Prince Mentchikoff, ministre de la Marine, accompagné d'une suite nombreuse, sous prétexte de régler la question des lieux saints. Les Grecs l'ovationnent !

- En même temps, il massait des troupes au Sud de l'Empire. En réalité le but de la mission Mentchikoff était d'obtenir la reconnaissance d'un vrai protectorat de la Russie sur tous les Orthodoxes de l'empire ottoman.

- Agissant ainsi, le tsar réclamait en fait la création d'une zone d'influence russe sur l'ensemble des Balkans.

- De russo-turque, la question devenait européenne. L'ambassadeur britannique, Stratford

Canning, qui avait une longue expérience de la question d'Orient et jouissait d'une influence considérable sur le sultan, poussa celui-ci à refuser, tout en faisant des concessions de détail. L'ambassadeur français agit de même. Le sultan, se sentant soutenu, repoussa les propositions de Mentchikoff qui quitta Constantinople.

- Nicolas Ier fit alors un pas de plus. Il décida d'envahir les Principautés roumaines qui faisaient partie de l'Empire ottoman.

- L'invasion des Principautés accéléra la crise. Des escadres françaises et britanniques furent envoyées près des Dardanelles. Une conférence d'ambassadeurs se réunit à Vienne, et proposa une sorte de protectorat franco-russe sur les chrétiens des Balkans. Mais le sultan refusa cette atteinte à sa souveraineté, encouragé par l'attitude belliqueuse de la population de Constantinople. Le 4 octobre, le sultan déclara la guerre à la Russie et le général Osman Pacha attaqua les troupes russes dans les Principautés.

L'intervention franco-britannique.

- Le gouvernement britannique, dirigé par le conservateur Aberdeen, était profondément pacifique. De même Napoléon III. Mais la France et l'Angleterre estimaient que la guerre russo-turque, si elle se développait, aboutirait à la dislocation de l'Empire ottoman et à l'établissement de l'influence russe dans les Balkans et en Méditerranée orientale. Cela aurait dangereusement menacé le principe de l'équilibre européen. On s'efforça donc d'aboutir à un armistice. Mais le 30 novembre 1853, les Russes détruisirent entièrement la flotte turque concentrée à Sinope.

- Cet événement eut un immense effet en France et en Angleterre. Ces deux pays décidèrent d'envoyer leurs escadres à Constantinople même pour protéger cette ville. Le tsar, furieux, rompit les relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre : " L'honneur de la Russie est compromis ; l'Angleterre me force à la guerre ".

- En mars 1854, la France et l'Angleterre signèrent un traité d'alliance avec la Turquie. Elles adressèrent à la Russie un ultimatum la sommant d'évacuer les Principautés. Le 27 mars, n'ayant pas eu de réponse, elles déclarèrent la guerre à la Russie. Napoléon III avait le 2 dit au Corps législatif : « Nous allons à Constantinople pour protéger les droits des chrétiens, défendre la liberté des mers et notre juste influence dans la Méditerranée. » Importance des « bruits de guerre » dans l'opinion. Grand problème de la (im)préparation de l'armée française, et de l'opinion ! Mais les flottes française et anglaise, à vapeur, disposent d'une grosse supériorité.

Les premières opérations.

- Les corps expéditionnaires, 30 000 Français sous le maréchal de Saint-Arnaud (voir cours GÉS-3), 25 000 Anglais sous le vieux Lord Raglan, ancien adjoint de Wellington, furent envoyés en Orient. Afflux désordonné de troupes françaises à Marseille (ligne ferroviaire pas terminée, etc.) ¹.

¹ Au total, il a fallu, pendant la guerre de Crimée, transporter, rien que pour la France, plus de deux millions de projectiles d'artillerie, 70 millions de cartouches, près d'un million de sacs à terre de fortification, 12 millions de

- texte photocopie de Saint-Arnaud sur l'impréparation de l'armée

- Les Russes ayant franchi le Danube au sud des Principautés l' " armée d'Orient " vint aider le général turc Omer Pacha en Dobroudja. Ce fut un échec. L'organisation du ravitaillement, des services de santé était déplorable. Les Russes refusèrent le combat et, à la suite d'une note autrichienne du 2 juin 1854, décidèrent d'évacuer les Principautés. Mais une épidémie de choléra ravagea les rangs franco-anglais. Gros problème sanitaire, qui vient s'ajouter aux autres (imprécision des instructions reçues, distances, etc.)

Le débarquement en Crimée.

- Normalement, l'évacuation des Principautés par les Russes eût dû signifier la fin de la guerre. Mais les deux gouvernements alliés crurent possible de détruire rapidement la puissance navale russe en mer Noire, ce qui résoudrait le problème des Détroits. La seule grande base navale russe était Sébastopol au Sud de la presqu'île de Crimée. Les troupes franco-anglaises (43 000 hommes) ainsi que 7 000 Turcs reçurent l'ordre de débarquer en Crimée. Le débarquement commença le 14 septembre 1854 à Eupatoria, au nord de Sébastopol. Les Russes furent surpris. Ils avaient en Crimée 50 000 hommes et 20 000 marins, mais leurs effectifs étaient dispersés. Les habitants ne sont pas des Russes, mais des Tatars.

- Les Alliés marchèrent aussitôt vers Sébastopol. Le 20 septembre, un combat se livra qui leur permit de franchir le petit fleuve de l'Alma (où s'illustrèrent les zouaves du général Bosquet). Ils purent arriver devant Sébastopol qui n'était pratiquement pas fortifiée du côté terrestre.

Le siège de Sébastopol.

- Mais le général en chef Mentchikoff et l'amiral Korniloff, qui commandaient la place, aidés par un habile officier du génie, le colonel Todleben, prirent l'énergique décision de couler les navires pour interdire l'accès de la rade, et firent construire hâtivement des fortifications de terre, entourées de tranchées. Les alliés, trop peu nombreux pour assiéger l'ensemble du port, s'installèrent au sud de la Chernaïa, sur la presqu'île de Chersonèse, plateau pierreux et désolé qui domine la ville.

- Raglan et Canrobert (qui avait succédé à Saint Arnaud, mort du choléra) se rendirent compte qu'un assaut immédiat était impossible. Ils entreprirent un grand bombardement de la ville. Mais l'artillerie russe, renforcée par les pièces de marine, était supérieure. L'enthousiasme patriotique de la garnison et de la population de Sébastopol était sans borne. Pendant de longs mois, les Alliés durent se tenir sur la défensive, se contentant d'intercepter les renforts russes qui venaient du Nord, ayant d'immenses distances à franchir. Ils purent les arrêter grâce aux dures batailles de Balaklava (25 octobre : charge de la " brigade légère " de Lord Cardigan) et Inkermann (5 novembre).

litres de vin, 6 millions de clous à ferrer les chevaux, 330 000 paires de chaussures, sans compter 54 tonnes de clous et 2 800 poêles en fonte... Cela s'appelle la logistique en termes modernes, l'intendance en termes traditionnels...

- L'hiver interdisait tout assaut. Les souffrances des troupes furent considérables : froid, choléra, dysenterie, scorbut, typhus dévastèrent les rangs alliés. Les administrations militaires étaient au-dessous de leur tâche.
- la guerre de Crimée fait apparaître les conséquences de la très mauvaise organisation des services de santé, surtout du côté français, où la mortalité chirurgicale est accablante
- À Paris, à Londres, on était surpris et inquiet de ce piétinement qui nécessitait l'envoi de renforts importants. Ceci suscita une crise ministérielle en Grande-Bretagne où, en février 1855, le libéral Palmerston devint premier ministre. Napoléon III embarrassait ses généraux en donnant des ordres confus et contradictoires à 3 000 km de distance (on avait prolongé la ligne télégraphique qui atteignait seulement Belgrade en 1854). Il évoque plusieurs fois la possibilité de se rendre sur le théâtre des opérations. Plusieurs attentats contre lui.
- Ts les problèmes d'un siège. Importance de la « distraction » du soldat : les zouaves mettent sur pied un théâtre, réputé, avec alternance des pièces, des rôles féminins, la mort au combat de la « jeune fille » ou de la « femme » provoquant la « relâche » du théâtre (annonce d'une scène célèbre de *La Grande Illusion* de Jean Renoir).

La prise de Sébastopol.

- Les opérations reprirent, grâce aux renforts, en février 1855. Un premier assaut général (15-19 avril) fut repoussé par les Russes. Le général Pélissier (voir cours « Première conquête coloniale... ») succéda alors à Canrobert. Les alliés disposaient de 130 000 hommes. Pélissier était un homme résolu qui décida de mener le siège à fond. Ce fut une dure guerre de tranchées. Les 6-7 juin, la principale forteresse russe, le Mamelon Vert, fut prise au prix de pertes énormes. Restait à s'emparer du fort de Malakoff et du Grand Redan. Le 18 juin, les Alliés échouèrent devant ces positions. Le 16 août, une armée russe de renfort fut vaincue au pont de Traktir sur la Chernaïa.
- Enfin, le 8 septembre, le fort de Malakoff fut enlevé par les Français du général de Mac-Mahon. Le général russe Gortchakoff, nouveau commandant en chef, estima alors que la ville était indéfendable. Il l'évacua et les alliés y entrèrent le 10 septembre 1855.

Les négociations pendant la guerre.

- L'Autriche joua pendant la guerre un rôle décisif. Le tsar Nicolas Ier avait cru pouvoir compter sur son amitié. En fait, elle craignait la mainmise russe sur les Balkans. Elle fit pression en juin 1854 sur le tsar pour que ses armées évacuassent les principautés. Surtout, le 8 août 1854, elle signa avec les alliés un protocole en quatre points qui devait devenir la base du règlement pacifique :
- * Protectorat collectif des puissances sur les Principautés (ce qui signifiait leur autonomie).
- * Liberté de navigation du Danube.
- * Limitation des forces russes en mer Noire.
- * Pas de protectorat russe sur les orthodoxes de l'Empire ottoman.
- On put croire un moment que l'Autriche, pour faire aboutir les quatre points, entrerait dans

la guerre. En fait, elle recula au dernier moment, et les alliés se retournèrent vers le Piémont qui, le 26 janvier 1855, signa avec eux une alliance et envoya un petit corps expéditionnaire en Crimée.

- La mort du tsar Nicolas Ier (2 mars 1855) et la prise de Sébastopol hâtèrent la fin de la guerre que les Anglais auraient voulu poursuivre. Mais Napoléon III, qui avait un moment rêvé à l'élargir pour reconstituer la Pologne — en conformité avec ses idées sur les nationalités —, se laissa convaincre par le ministre autrichien Buol d'accepter une médiation (décembre 1855).

- Le nouveau tsar, Alexandre II, céda lorsque le roi de Prusse se joignit à la médiation autrichienne.

c) Les suites de la guerre

Le Congrès de Paris.

- Napoléon III convoqua les belligérants — y compris le Piémont qui n'était pas une grande puissance — ainsi que l'Autriche et la Prusse à un Congrès qui se tint à Paris du 25 février au 8 avril 1856. Le Congrès fut une « magnifique réunion » à laquelle participaient les ministres des Affaires étrangères, sous la présidence de Walewski. Il fut interrompu le 16 mars par la naissance du prince impérial.

- Un Congrès à Paris était pour Napoléon III une revanche sur le Congrès de Vienne de 1815. C'était un symbole de la grandeur française. Le traité fut signé le 30 mars 1856.

- Les décisions, fondées sur les quatre points autrichiens, furent les suivantes :

* La mer Noire est neutralisée. Les Russes ne pourront plus y posséder que de petits bâtiments côtiers. Ainsi sont-ils durablement écartés des Détroits et de la route des Indes.

* L'Empire ottoman reçoit des puissances la garantie de son intégrité territoriale.

* Le sultan garantit l'égalité de ses sujets chrétiens et musulmans, tout protectorat russe étant écarté.

* Les Principautés de Moldavie et de Valachie deviennent autonomes, sous la garantie collective des Puissances. La Moldavie annexe la partie sud de la Bessarabie russe.

* Le Danube inférieur depuis les Portes de Fer devient un fleuve international ouvert librement aux navires de tous les pays. Une Commission européenne du Danube est constituée pour gérer cette navigation.

- Après le 30 mars, le Congrès continua ses séances pour discuter des grands problèmes européens. Cela permit à Cavour qui représentait le Piémont de poser la question italienne devant le Congrès (8 avril 1856). Mais le rêve de Napoléon III — la révision des traités de 1815, la refonte de la carte de l'Europe, la reconstitution de la Pologne — n'avait pu être réalisé, devant l'opposition des puissances.

la guerre de Crimée n'est pas l'occasion de créer une « fête de la victoire », mais sous le SE (et même dès 1852) il n'y a qu'une fête nationale, le 15 août, la Saint-Napoléon, en lien

évident avec l'Assomption (*cf.* le désir du régime de s'appuyer sur l'Église) >>>> la g. de Crimée est l'occasion de renforcer le lien entre fête religieuse et fête nationale

Pendant les années qui suivirent le Congrès de Paris, Napoléon III vit dans le rapprochement avec la Russie, naguère ennemie, le moyen de réaliser quelques-uns de ses buts. Ce rapprochement, dans son esprit, ne devait pas s'accompagner d'un refroidissement de l'amitié franco-anglaise. Dès le Congrès de Paris, Morny eut des conversations avec le délégué russe Brunnow. En échange d'adoucissements dans les clauses de la paix, le chancelier Gortchakoff était favorable à une véritable alliance avec la France. Morny fut alors envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il y travailla notamment à développer les investissements de capitaux français en Russie (fournis par le Crédit mobilier des frères Pereire) pour la construction de chemins de fer et d'industries. Mais Morny aurait aussi voulu une alliance politique franco-russe. Il échoua, car la crise économique de 1857 obligea Napoléon III à s'assurer l'appui du banquier James de Rothschild, rival des frères Pereire, et l'empereur ne voulait pas d'une alliance avec la Russie sans l'Angleterre. En 1857, le roi Guillaume de Wurtemberg, à l'occasion de son 76e anniversaire, voulut ménager une entrevue entre Napoléon III et Alexandre II qui était son neveu. La rencontre eut lieu à Stuttgart le 25 septembre. Un projet de traité de neutralité fut préparé, mais aucun texte ne fut signé.

L'amitié franco-russe se manifesta lors de la guerre de 1859 (Italie).

La révolte polonaise de 1863, amenant Napoléon III à soutenir la nationalité polonaise et à proposer un Congrès européen, irrita le tsar. Celui-ci se rapprocha alors de la Prusse.

Corollaire : La politique balkanique de Napoléon III

Napoléon III soutint dans les Balkans la politique des nationalités.

En Roumanie, le Congrès de Paris avait assuré l'autonomie des deux principautés roumaines, Moldavie et Valachie. Celles-ci devaient élire des "hospodars" (ou gouverneurs) chrétiens. Les intellectuels nationalistes roumains étaient profondément inspirés par la culture et l'idéologie françaises. Napoléon III les aida de tout son pouvoir. En 1859, pour esquiver les clauses des traités qui les maintenaient séparées, les deux Principautés élurent le même hospodar, Alexandre Couza, noble roumain, officier, patriote intègre, qui avait été élevé en France. La Turquie, l'Autriche et l'Angleterre étaient hostiles à cette combinaison, mais Napoléon III la fit triompher. Couza, en constantes difficultés avec la noblesse et le clergé orthodoxe, décida de faire un coup d'État en 1864. Il unifia les deux Principautés avec un seul parlement, sécularisa les couvents, émancipa les paysans. Napoléon III le soutint encore. Couza fut renversé en 1866 et la Roumanie connut une crise grave. C'est Napoléon III qui l'aida à la résoudre, en favorisant la candidature au titre de Prince de Roumanie du prince Charles de Hohenzollern (appartenant à une branche catholique de la famille royale prussienne).

Le Monténégro, petit pays montagneux, était indépendant de fait sous l'autorité de son

prince Danilo. En 1858, les Turcs envahirent le Monténégro. Ils furent battus, et Napoléon III envoya immédiatement une escadre française. En novembre 1858, c'est lui qui fit reconnaître par une conférence européenne l'indépendance du Monténégro. Il sauva le prince Nicolas, successeur de Danilo, en 1862, d'une expédition victorieuse des Turcs.

Napoléon III fut aussi le protecteur des Serbes qui appelèrent des instructeurs français pour organiser leur armée.

2°) La guerre d'Italie

La guerre d'Italie : scannage des pp. 538-541 de D.Barjot, J.-P.Chaline & A.Encrevé, *La France au XIXe siècle. 1814-1914*, PUF, coll. "Premier Cycle", 1995, 651 p.

La guerre d'Italie est plusieurs fois évoquée dans Les Rougon-Macquart pas de « fête de la Victoire », mais un Te Deum célèbre, le 15 août 1859, les victoires de Montebello, Magenta et Solferino, d'autant que « question italienne » !
donne naissance à la Croix-Rouge internationale, de Henri Dunant

3°) La guerre du Mexique ¹

a) L'essentiel

introduction :

- la "grande idée du règne"

- Cette ancienne colonie espagnole, après son indépendance, s'engluait dans l'anarchie, elle doit céder une partie importante de son territoire aux États-Unis, et elle survit grâce à des emprunts étrangers qu'il serait chimérique de voir remboursés
- Déjà en 1838 une flotte française a été envoyée bombarder et bloquer Vera-Cruz pour obtenir « réparation des torts causés à des Français vivant au Mexique »

les raisons de Napoléon III :

- volonté de « grandeur » : la France doit être « présente » sur tous les continents
- Il redoute les ambitions des États-Unis, qui s'étendent rapidement vers l'Ouest et le Sud-Ouest et exercent une pression sur le Mexique, ce qui risque de déboucher sur de nouvelles annexions et sur la mise sous tutelle du pays. Mais les États-Unis sont engagés dans la Guerre civile (la Guerre de Sécession) : ils sont hors-jeu
- L'empereur caresse l'idée d'un canal interocéanique percé soit au Mexique soit plus au sud, mais qui nécessiterait que ses abords soient contrôlés par les puissances européennes, en dépit de la doctrine de Monroe
- L'Angleterre se forge un empire, l'Europe est en passe de dominer le monde, pourquoi la France ne pourrait-elle pas se créer une zone d'influence dans le monde caraïbe, prélude au futur canal ?

¹ A.Gouttman, *La guerre du Mexique. 1862-1867, le mirage américain de Napoléon III*, Perrin, 2008, 452 p., largement complété car très « histoire bataille ».

- L'impératrice Eugénie est sensible aux discours d'émigrés mexicains qui brossent un tableau flatteur d'un pays qu'ils ne connaissent plus
- regagner les faveurs des conservateurs et de l'Église
- C'est bien un mirage qui se met en place car Napoléon III n'a pas étudié le dossier à fond et il exclue ses propres ministres du projet !
- Le besoin d'argent (or abondant depuis décembre 1848-1852, argent cher, or, Fr. = pays bimétalliste), avant la phase de dépréciation de l'argent. L'affaire des "bons Jecker" permet d'intervenir en revendiquant une part des mines de la Sonora. L'aventure mexicaine a d'ailleurs été profitable, financièrement, à la France, mais elle jette le discrédit sur les aventures extérieures

Napoléon III trouve des alliés, l'Angleterre (intéressée par le continent américain depuis longtemps) et l'Espagne (ancienne puissance coloniale), et une démonstration militaire sur le littoral mexicain doit aboutir à une promesse de remboursement des créances.

- Le gouvernement de Juarez accepte les « accords de la Soledad », qui sont flous, et l'Espagne et l'Angleterre se retirent.
- Quant à la France, elle reste et renforce ses effectifs, car Napoléon III croit le régime prêt à s'effondrer à la vue des Français
- Et il pense que les émigrés sont capables de le remplacer par une monarchie favorable à la France

la guerre :

- débute 20 avril 1862, la Martinique servant de base navale et de base arrière aux opérations militaires (il y aura en 1865 une révolte de zouaves confinés dans un fort lors d'une relâche !)
- obstacles multiples : énormes diff. de communication, car il n'y a pas de routes correctes ou presque
- armée s'engage sur la route de Mexico sans moyens, elle trouve des villages vides, elle ne peut prendre Puebla
- mais rebondissements dans les opérations donnent une fausse assurance

les combattants :

- Légion étrangère, tirailleurs algériens
- Maximilien (voir plus loin) amène des régiments autrichiens et... belges
- un Régent (émigré autoproclamé) : un semblant de régime

Napoléon III fait appel à l'archiduc Maximilien :

- frère cadet de l'empereur d'Autriche François-Joseph, né en 1832
- un mauvais choix : intelligent, mais mal informé
- libéral à l'européenne
- rêveur, indécis, écrit beaucoup de proclamations et de décrets

- il déteste les Bonaparte, place au-dessus de tout les Habsbourg
- pour sa succession, il regarde du côté de Vienne !
- mais ses finances sont sauvées par la France

maréchal Bazaine : fait ce qu'il peut, eu égard au contexte

sentiment nationaliste mexicain : grande détermination de Benito Juarez

la fin de la guerre :

- les Français mettent sur pied en 1865 un système efficace de contre-guérilla, dirigée par le colonel Du Pin, « monstre des terres chaudes »
- >>> l'essentiel du pays est contrôlé
- causes du départ des Français : la fin de la GS, la montée des périls en Europe. C'est pendant l'automne 1865 que Napoléon III prend la résolution d'en finir avec le « guépier mexicain » ; il l'annonce à Maximilien, par lettre, le 15 janvier 1866
- Maximilien envoie sa femme Charlotte de Belgique (qui l'avait décidé à accepter le trône) pour tenter de fléchir Napoléon III. Elle échoue et devient définitivement folle après l'exécution de son mari (elle avait eu ses premières crises en 1866 et des épisodes surprenants pendant son voyage)
- pouvoir de Maximilien se liquéfie, il rejette sur Bazaine la cause du désastre et finit par se rendre aux troupes juaristes >>> fusillé

les conséquences :

- la France a perdu prestige, argent (= grosses dépenses + pas hausse de l'argent-métal sur le long terme) et certains des meilleurs éléments de son armée (car elle a envoyé au Mexique des soldats expérimentés, vétérans d'Algérie, de Crimée, d'Italie...)
- une première « sale guerre »¹, avec lenteur et « inutilité » des opérations, nombreux malades (maladies tropicales, syphilis, etc.) et blessés, hospitalisés souvent à l'hôpital de Fort-de-France

b) Deux suppléments

C.Fredj, « Écriture des soins, écriture du combat : six médecins militaires français au Mexique (1862-1867) », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 99-119 :

- brutalisation de la guerre
- Mexique : très violents combats, corps à corps, hommes plusieurs fois blessés ; anesthésie pratiquée, réduisant la mortalité des blessés
- chirurgie de guerre, avec réf. au baron Larrey
- transports difficiles, à cause de l'état des routes
- ils soignent des Mexicains

M.Charpy, C.Fredj, *Lettres du Mexique. Itinéraires du zouave Augustin-Louis Frélaud. 1862-1867*, Éditions Nicolas Philippe, 2003, 399 p. :

¹ L'expression concernera « officiellement », bien sûr, les deux guerres d'Indochine. Elle a été inventée par Hubert Beuve-Méry, le directeur du *Monde*, dans *Une semaine dans le Monde* du 17 janvier 1948.

- Augustin-Louis Frélaud : capitaine de zouaves, un corps d'élite. 110 lettres à son frère aîné, curé à Vannes
- né 1827, expérimenté (Algérie, Italie)
- dépaysement brutal, dans un « affreux pays », douleur de l'éloignement (mais sa famille s'occupe, autant que faire se peut, de le marier, ce qui n'est pas facile), maladies,
- contre-guérilla jugée répugnante
- satisfaction d'avoir tué
- missions d'exploration avec croquis faits par des officiers du génie, qu'on retrouve aux archives de Vincennes, de contrôle des voies de communication, d'administration >>> Augustin-Louis Frélaud persuadé de la mission civilisatrice de la France, mais un discret sentiment d'abandon
- souffre de son isolement « social » : les unités sont éclatées en petits paquets et il est souvent loin des + proches officiers
- fait partie des derniers contingents rapatriés ; honte d'abandonner des populations qui avaient soutenu la France (Cf. plus tard la guerre d'Algérie)
- s'est toujours soucié de son avancement, sa famille fait agir des protecteurs, lui-même soigne ses relations avec ses supérieurs
- se mariera en Algérie en 1869
- prisonnier évadé en 1870
- finit général en 1889, retraite la même année. Mourra en 1894

4°) Edmond About et la comtesse de Ségur

a) Edmond About

Edmond About, L'homme à l'oreille cassée :

- le souvenir des guerres napoléoniennes est omniprésent (le héros est un colonel « ressuscité »)
- l'armée napoléonienne est appelée « la vieille armée »
- Le héros est mort de froid en 1813, mais il revient à la vie sous le Second Empire grâce à une « dessication » (une lyophilisation, plutôt ?)
- la résurrection se produit à Fontainebleau, la ville des Adieux et de son ancien régiment
- la douce fiancée est courtisée par un colonel de cuirassiers

Edmond About (1828-1885), Le Roman d'un brave homme, 1880 :

- se passe sous le Second Empire
- Père La France (!)
- une famille alsacienne
- à la fin de 1870 : le personnage principal s'engage, bien que chef d'entreprise chargé de famille de 44 ans, est à Belfort, qui résiste, seule place forte française à le faire (pendant 103

jours, avec des bombardements violents) ; Denfert-Rochereau en sort vaincu, célèbre ; il sera député ¹

- le personnage principal retrouve son usine et son village pillés et incendiés

b) La « comtesse de Ségur, née Rostopchine »

comtesse de Ségur, née Rostopchine, L'Auberge de l'Ange gardien, 1863 (date évidemment symptomatique) :

- **Moutier** = soldat qui a « fini son temps » et a la nostalgie de son *Manuel du soldat* ! Mais il se rengage pour la guerre de **Crimée** : « un soldat reste toujours un soldat ». Les blessés et morts de la guerre dans le village sont évoqués rapidement

- le **chien**, un Saint-Bernard (!), s'appelle Capitaine ! Il meurt à la guerre de Crimée...

- à **l'auberge** un seul livre : les *Mémoires d'un troupiér* !

- Moutier revient de la guerre décoré, avec le grade de sergent, plein de mépris pour les Anglais et les Russes, plein de souvenirs. Surtout il a fait prisonnier **le général russe Dourakine** (diminutif d'idiot !), devenu son ami (!)

- le **père retrouvé**, dans ce mélodrame pour enfants, est aussi un soldat, qui a également fait la guerre de Crimée

- la paix qui clôture la guerre, Dourakine rentre en Russie >>> une suite, *Le général Dourakine*, 1863 aussi

comtesse de Ségur, née Rostopchine, Le général Dourakine, 1863 aussi :

- Dourakine rentre dans sa terre de Gromiline, près de Smolensk

- une **veuve de guerre (de Crimée)**, la sœur de la terrible Mme Papofski

- Dourakine vend Gromiline à un autre général russe

¹ « Très vite la ville devient un lieu de pèlerinage et le symbole de ce que pouvaient faire des soldats français commandés par un chef compétent et énergique. Aux yeux des républicains, parmi lesquels se range avec conviction Denfert-Rochereau, élu député à l'Assemblée nationale, la résistance de Belfort a montré que la République et les intérêts nationaux les plus élevés étaient intimement associés. Belfort s'est illustrée comme l'un des hauts lieux du patriotisme républicain. » (F.Roth, *La Guerre de 1870*, Fayard, 1990, 778 p., p. 467). Autre titre : W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

II. S.AUDOUIIN-ROUZEAU, 1870. LA FRANCE DANS LA GUERRE, ARMAND COLIN, 1989, 420 P.

uniquement ce qui complète GÉS-1, III et J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, La France, la nation, la guerre, 1850-1920, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.
une étude de l'opinion publique, grâce aux rapports des préfets

1°) Sur les débuts de la guerre

a) La crise de l'été 1870

l'opinion publique a été dans sa majorité acquise au Second Empire mais la politique extérieure ? oui les Français n'ont pas été insensibles à la gloire impériale, à condition qu'on ne leur demande pas de sacrifices pour elle, cf. le « refus » de la loi Niel !

vivacité du sentiment national avant 1870, intense activité politique fin du Second Empire, mais large pacifisme visible au moment de la g. de Crimée, avec impatience, guerre d'Italie *id.*

mais la « question prussienne » reste théorique pour la majo. de la pop.

plébiscite du 8 mai 1870 et arrivée au min. des Affaires étrangères du duc de Gramont, partisan d'une alliance avec l'Autriche : Bismarck croit à une politique étrangère plus ferme à l'égard de l'Allemagne. Il peut espérer que la Russie va neutraliser l'Autriche, que la Grande-Bretagne restera neutre, et que l'Italie ne fera rien avant une victoire initiale française

C'est l'insistance française à obtenir le refus officiel de la Prusse des Hohenzollern qui fait prendre le risque d'aggravation de la crise (6 juillet 1870). La légèreté du gouvernement français a été souvent dénoncée, mais... après la défaite ! Ce reproche est tributaire de la « légende noire » du Second Empire. L'historiographie étrangère est beaucoup moins sévère !

au total, une crise très brève pour l'immense majorité de la population, avec gros contrastes Paris/province, villes/campagnes, France du nord-est/reste

quand les nouvelles essentielles sont connues : « choc », « émotions » rurales, comme on disait dans la France d'Ancien Régime

b) Guerre de l'Empire ou guerre de la nation, Union sacrée avant la lettre ?

importance de la chronologie (cf. cours GÉS-1), mais aussi des moyens matériels en matière de propagation des « nouvelles » (vitesses très inégales)

les préoccupations de la vie quotidienne : la moisson (qui fut faite de manière très inégale selon les départements), commerce et industrie gênés par la guerre (dont importations d'Allemagne, exportations vers elle !), mais coup de fouet au charbon, au

commerce des vins et fourrages, etc. Chômage fut faible, de même que la hausse des prix

Le vote des crédits militaires dans la nuit du 15 juillet modifie toutes les perspectives

Il n'y a guère d'émeutes anti-prussiennes, de manifestations pacifistes ; importance de l'acceptation de la guerre, dans le cadre du souvenir de la Révolution française

importance de la mobilisation de la garde mobile, de la résolution patriotique qui domine dans la 2^e quinzaine de juillet, avec même l'enthousiasme des départements du nord-est succès des souscriptions publiques, faites par les journaux, dans les villes, mais aussi les campagnes

pour les partis politiques, revoir GÉS-1, et, pour le parti républicain en 1870, *Débuts*

La séance du 15 juillet du Corps législatif dure plus de 11h ! Elle est confuse, tendue, ponctuée d'interruptions et d'insultes : il n'y a pas d'unité parlementaire au moment de l'entrée en guerre. Phrase fameuse d'Émile Ollivier, « Nous acceptons notre responsabilité d'un cœur léger », déformée par la suite. Jules Favre fait émerger la question des preuves de l'insulte prussienne. Gambetta (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Ferry (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Picard et d'autres votent les crédits militaires en dépit de leur opposition à la guerre pendant les débats : au fond le patriotisme l'emporte chez beaucoup d'opposants, la gauche a renoncé à s'opposer à la guerre !

Les légitimistes se rallient eux aussi à la guerre, en dépit du rappel de la garnison française de Rome. Il n'y a pas de clivage religieux. Seule l'extrême gauche (les blanquistes par ex.) manifeste son opposition à la guerre >>> lourdes sanctions contre des journaux de province. Des cris séditieux et pacifistes (de civils) dans quelques gares

Les élections municipales, prévues pour les 6 et 7 août, ont lieu à la date prévue : reprise des affrontements politiques à l'échelle locale

c) La mobilisation et la concentration

une célèbre impréparation militaire, mais :

- Napoléon III avait essayé de réformer l'armée et le service militaire, mais le projet de la commission *ad hoc* s'était effrité et la loi Niel avait été mal appliquée
- s'ajoute l'habitude militaire de faire camper et non cantonner les soldats >>> ils doivent porter un lourd bagage (30 kg pour des soldats dont la moitié mesurent moins d'1,65 m)
- et l'infanterie est peu entraînée à la manœuvre réelle
- le récent fusil Chassepot est très supérieur au Dreyse par sa rapidité et sa précision
- la mitrailleuse fr. existe mais elle est employée en batteries, comme les canons (on parle d'ailleurs de « canons à balles »)

mauvaise concentration des troupes, confondue avec la mobilisation (X All.), sans véritable plan stratégique, sinon une offensive visant à séparer les États du Nord et les États du Sud, en allant « donner la main » aux Autrichiens. Et le plan de concentration est

changé brusquement le 11 juillet >>> confusion indescriptible, malgré les tours de force accomplis par les compagnies de chemin de fer (privées)

Début août l'armée française « du Rhin » ne dispose que de 244 000 hommes (en face : 500 000, rien que pour l'All. du Nord)

le départ des soldats s'effectue dans la détermination, l'entrain, voire l'enthousiasme (nombreux témoignages), avec le chant de *La Marseillaise* (qui n'est pas l'hymne de l'Empire, lequel est *Partant pour la Syrie*, écrit par la reine Hortense, mère de l'empereur). Très nombreuses scènes de fraternisation entre civils et militaires, signes d'un sentiment d'appartenance à une même communauté

nuances : une forme de « tourisme estival » pour de nombreux soldats (d'ailleurs peu critiquent les trajets en zig-zag absurdes qu'on leur fait faire, à la diff. des soldats de *La Débâcle* de Zola), les premiers combats tardent (>>> irréalisme de la guerre), une inquiétude latente dans certaines lettres, des scènes d'ivresse collective et de pillage, surtout dans certaines gares, au camp de Châlons les mobiles de la Seine demandent brutalement à rentrer à Paris

d) Les premiers combats et la défaite de la guerre impériale

Le patriotisme effervescent et la popularité de Napoléon III sont portés à leur comble par la première bataille (Sarrebriick, une offensive française, 2 août)

2 jours plus tard, l'offensive allemande d'Alsace (Wissembourg) commence victorieusement. Le soir du 6 l'Alsace est perdue

quand les premiers combats véritables ont lieu, l'armée française a mis de l'ordre dans son désordre initial, bien réel>>> les problèmes véritables ont été l'insuffisance numérique de l'armée fr. et la faiblesse de son commandement : presque toutes les décisions prises furent mauvaises. Pourquoi ? sans doute l'incapacité mentale chez les « grands chefs » à faire face à une guerre nationale, pour laquelle ils n'étaient nullement préparés (ils sont « fils de... », ont une mentalité archaïque, etc.)

Regroupement de l'armée du Rhin à Metz :

- commandée par Bazaine à partir du 12 août ¹

les premières leçons :

- puissance du feu
- importance de l'artillerie, que les Français gardent trop longtemps en réserve (X Prussiens)
- les charges de cavalerie sont dépassées (cf. « Reichshoffen »)
- cohésion de la troupe, contrairement aux craintes, mais fatigues des déplacements, colère devant les spéculations des civils

¹ Bazaine va peu défendre Metz et surtout négocier en coulisse avec Bismarck et l'Impératrice Eugénie. Sa capitulation lui vaudra un procès public, au Grand Trianon, du 25 septembre au 10 décembre 1873, au cours duquel Bazaine se défendra avec acharnement. Il sera condamné à mort, peine commuée par Mac Mahon en vingt ans de détention. Détenu au large de Toulon, il s'évade en août 1874 et se réfugie en Espagne. Il mourra dans le dénuement à Madrid en 1888.

- courage des officiers, fidélité à l'empereur, pertes supérieures à celles des soldats
- atrocité des combats, très souvent notée dans les lettres
- pertes très importantes, des deux côtés, mais les Allemands sont plus nombreux, alors relativement...

la mentalité des soldats :

- confiance pendant plusieurs semaines en la victoire finale
- rumeurs sur la « trahison »
- attitude très ambiguë vis-à-vis des Allemands
- importance des lettres, pour des ruraux, en grande majorité
- attachement à la communauté d'origine, mais prise de conscience nationale, expliquant sans doute l'étonnante résistance de l'armée française avant Sedan (et plus tard...)

Fin du ministère Ollivier :

- séance du Corps législatif 9 août 1870
- l'impératrice, régente, outrepassant ses droits, choisit Cousin-Montauban, comte de Palikao, bonapartiste autoritaire
- hostilité constante de la gauche

Le nouveau gouvernement tente de mener à bien une œuvre de redressement militaire qui constitua le socle de l'effort de guerre entrepris par le Gouvernement de la Défense nationale après le 4 sept. :

- * envoi de soldats dans le nord-est
- * mais tout manque, surtout pour équiper les mobiles
- * manque criant d'armes
- * bons résultats seulement dans la mise en défense de Paris

regroupement dans le camp de Châlons d'une nouvelle armée, mais difficilement, en grand désordre. Napoléon III décide d'abord de l'amener devant Paris, mais l'impératrice et Palikao poussent à l'envoyer au secours de Metz, assiégée, ce qu'accepte Napoléon III. Cependant l'évolution de la situation des armées allemandes va pousser à une très longue marche, en zig-zag, qui va aboutir à Sedan, place forte sans valeur militaire (au XIXe s.), située au fond d'une cuvette >>> une bataille d'encerclement

Sedan :

- une armée épuisée et démoralisée
- Mac Mahon presque immédiatement blessé
- l'empereur, privé de responsabilité militaire directe depuis le 12 août, n'imprima aucune direction stratégique aux opérations : lucide et désespéré, il se contenta de partager le sort des soldats, et il semble avoir cherché la mort en s'exposant délibérément au danger
- contrairement aux batailles d'août, la défaite était cette fois-ci un désastre absolu :
- * 17 000 Français tués, blessés et disparus (les Allemands : 9 000)
- * plus de 100 000 prisonniers

- rencontres Napoléon III avec les généraux allemands et Bismarck :

* Napoléon III affirme que la signature de la paix incombe au gouv. de Paris

* il dde un passage des Français survivants vers la Belgique, ce que les Allemands refusent

* il capitule et ne rencontre le roi de Prusse qu'après cette cap.

- une image caricaturale et son commentaire (polycopiés)

- le sort des prisonniers est dramatique (cf. Zola, *La Débâcle*), avec scènes d'indiscipline : une armée littéralement « dissoute »

2°) Les suites de Sedan et la guerre républicaine

a) Les Français et la défaite impériale

surprise, déception, parfois la colère à l'annonce des premières défaites en **province** ; mais à **Paris** : excitation, exaspération, colère, fausses nouvelles (de victoires)

dans une 2^e phase, ddes d'armement de la population parisienne ; la province est plus calme et plus « atterrée »

premières manifestations révolutionnaires, à Paris, les 6 et 7 août, puis le jour du renversement du ministère Ollivier (9 août : réclamation de la déchéance de l'empire), manifestation blanquiste de La Villette le 14

en **province** : troubles à Marseille (7), Toulon, Montpellier, Nîmes, Mâcon, Beaune, Lyon (seulement le 13 : une Commune, éphémère)

En province comme à Paris, il faut attendre Sedan pour que le rejet de l'empire mobilise plus largement les populations urbaines

la détérioration du climat politique atteint aussi la **presse**, notamment parisienne ; des manifestations **d'anticléricalisme** à Périgueux, Angoulême et Bordeaux ; des habitants, voire des préfets, reprochent aux protestants de « donner la main aux Prussiens » ; **crime de Hautefaye** (Dordogne, cf. cours GÉS-1) ; nombreuses rumeurs et « émotions » : une nouvelle « Grande Peur »

un **sentiment d'abandon** parmi les populations, sentiment d'être mal informé, des paniques dans les départements du nord-est, des exodes, jusque dans la Seine-et-Marne des cas (Verdun, Vitry-le-François, Coulommiers, par ex.) où la pop. civile **s'oppose aux mesures de défense** (minage des ponts, inondations, etc.), des cas de refus des billets de banque, de remboursements des livrets de caisse d'épargne, des cas de résistance aux levées d'hommes, de la garde mobile et de la garde nationale sédentaire notamment **mais aussi des réactions exactement inverses** : demandes d'armes, engagements, etc., beaucoup plus dans les villes que dans les campagnes

Une certaine forme d'optimisme patriotique se rétablit progressivement au cours du mois d'août (cf. cours GÉS-1)

la **nouvelle du désastre de Sedan** : *idem*

b) Septembre 1870, nouvelle donne politique

Je rappelle que je ne fais que compléter ici le GÉS-1

des populations manifestent parfois leur mécontentement du renversement de l'Empire : à Moulins, en Corse, bastion bonapartiste. À l'inverse des **manifestations d'enthousiasme**, à Marseille et Toulon par ex. Une froideur assez générale, voire une certaine appréhension, accrue par les atermoiements sur les dates des élections, dans les campagnes et les petites villes : un attachement « provincial » à Napoléon III. Des tracts bonapartistes à Honfleur, mais des journaux bonapartistes tournent casaque

des journaux royalistes sont très satisfaits ! L'Église prône l'acception du nouveau régime. Des préfets notent finement que ces ralliements à la république ne sont que provisoires, le temps de la guerre

le **mouvement « fédéraliste »** : voir *Débuts*

les **blanquistes** se rallient au Gouvernement de la Défense nationale ; mais la nouvelle de l'entrevue de Ferrières (dans le château d'Alphonse de Rothschild) provoque un **clivage entre l'extrême gauche et le Gouvernement de la Défense nationale**

c) Paris et Tours

L'absence de sanction électorale de la prise de pouvoir du 4 Septembre hypothéqua l'action gouvernementale pendant toute la durée de la guerre. Jusqu'au bout, le Gouvernement de la Défense nationale resta un gouv. de fait, simple émanation de la révolution parisienne

Le souvenir historique plaide contre le départ de Paris : en 1814, la ville ne s'était-elle pas rendue sans coup férir alors que l'Empereur tentait de manœuvrer sur les arrières des armées alliées ? Or, la chute de la capitale, par son impact moral, avait immédiatement mis fin à la lutte. Autre raison, abandonner Paris, c'était laisser la capitale entre les mains d'un monarchiste avéré, Trochu.

Toute la **stratégie de Trochu** reposait sur l'hypothèse d'un assaut direct et sans doute brusqué de l'ennemi contre les défenses de la capitale ; l'ennemi n'attaquant pas, Trochu ne sut pas élaborer de stratégie de rechange

L'erreur stratégique initiale accordant à la capitale un rôle décisif avait conduit à y concentrer les meilleures troupes, alors qu'elles eussent été plus utiles en province.

Vaste système de fortifications, remontant à la Monarchie de Juillet. Mais le plateau de Châtillon est pris par les Allemands le 19 août

Gambetta arrive à Tours le 9 octobre

Tours possédait de bonnes relations ferroviaires dans toutes les directions mais son site était impossible à défendre, la Délégation devait d'ailleurs l'abandonner dans la nuit du 8 au 9 décembre, au moment de la chute d'Orléans, pour se réfugier à **Bordeaux**

Il fallait réorganiser le réseau ferroviaire, qui avait normalement Paris pour centre ; on dut organiser un réseau télégraphique ayant Tours pour centre

le gouvernement de la Défense nationale réussit à mettre sur pied 12 corps d'armée, mal équipés, souffrant d'un grave manque d'officiers >>> les effectifs des compagnies et des régiments sont gonflés et on descend le niveau des grades des chefs

problèmes de santé et d'hygiène dans les camps de la Défense nationale

Début octobre, on dût supprimer les exercices de tir, ce qui obligea de nombreux soldats à ne tirer leur premier coup de feu que sur le champ de bataille

La guerre de 1870-1871 représente un tournant important dans l'histoire de l'industrie d'armement en France. Jusqu'ici le matériel de guerre était fabriqué exclusivement dans des établissements appartenant à l'État, et l'utilisation de l'industrie privée était exceptionnelle. Pour la 1^{ère} fois on eut recours à ce dernier : la guerre a été à l'origine du développement d'une industrie d'armement privée à peu près inexistante jusque là

une véritable « économie de guerre » à l'extrême fin du conflit, avec une géo. développant la France du Centre et du Midi

Tous les départements situés à moins de 100 kms de l'ennemi étaient déclarés en état de guerre à partir de l'arrivée de Gambetta à Tours : envoi de commissaires du gouv. dans les départements

La guerre était virtuellement perdue lorsque la Délégation commença d'entrevoir d'autres possibilités stratégiques : à la mi-décembre l'idée prit ainsi forme d'une offensive à l'est, ne prenant plus Paris comme objectif direct mais menaçant plutôt les communications adverses avec l'Allemagne. Pour la première fois, on abandonnait l'objectif parisien et on envisageait même une poursuite de la guerre après la chute de Paris. C'est à cette dernière éventualité que se préparait Gambetta fin janvier. Mais il était trop tard...

d) Résister ?

autorités et bon peuple insistent sur les fameux « uhlands » qui éclairent l'avancée de l'armée allemande

les commandants de « places » (fortifiées) françaises firent souvent preuve d'une incapacité et d'une inertie qui contrastent avec le comportement des officiers sur les champs de bataille du début de la guerre. Les redditions furent prématurées, parfois humiliantes. Cas les plus graves : Strasbourg (29 septembre) ¹ et, bien sûr, Metz (famine célèbre). L'attitude des populations civiles de ces places a été très hétérogène (à Laon, c'est elle qui, pratiquement, livre la place...)

l'occupation est souvent discontinuée ; les attitudes face à elle sont très variées (de

¹ Le bref siège de Strasbourg a été commémoré récemment par une exposition intitulée de façon assez grotesque « 1870. Strasbourg brûle-t-il ? » (2010) et par un ouvrage collectif, éditant un journal, *Strasbourg 1870, le récit du siège d'après le journal inédit d'Ernest Franz, 15 juillet-28 septembre*, Nancy, Éditions Place Stanislas, 2011, 240 p.

nombreux cas de résistance des gardes nationaux de village ou de petites villes). Défense exemplaire de Saint-Quentin. Le comportement des classes populaires urbaines fut changeant.

la mentalité des soldats de la République a été beaucoup + hétérogène que celle de l'armée du Rhin

le recrutements des francs-tireurs est souvent populaire

les échecs militaires de décembre provoquent des fuites, des désertions, et une crise du moral, des mutineries

très fort sentiment d'isolement parmi les soldats de Paris : manque de nouvelles surtout

l'occupation allemande :

- poids des réquisitions, exactions fréquentes, l'occupation ajoutant ses effets à ceux de la crise éco. provoquée par la guerre. L'Eure-et-Loir, particulièrement éprouvé par les combats et les déplacements en tous sens des troupes allemandes, fournit un exemple révélateur : des incendies, de grande ampleur parfois, y ont été allumés par représailles dans plus de vingt localités, et sont venus s'ajouter aux destructions liées aux combats proprement dits. L'Alsace-Lorraine fut également très touchée et connut une grave dépression ind. et commerciale

- les Allemands créent trois « gouvernements généraux » chargés de l'administration des territoires occupés : Alsace-Lorraine (nombreux départements, l'Alsace-Lorraine s.s. étant pratiquement annexée), Reims, Versailles. Des fonctionnaires allemands, remplaçant les français

- une propagande allemande

en Alsace-Lorraine s.s. l'hostilité anti-allemande semble n'apparaître qu'à partir de novembre 1870, le volontarisme de Gambetta touchant l'Alsace-Lorraine. Résistance passive, salut au passage des prisonniers français, cocardes, etc. Mais fin janvier la foi dans une libération prochaine vacille. Les réquisitions, les levées d'impôts s'intensifient

les problèmes du ravitaillement à Paris ne se posent que progressivement.

Bombardement à partir du 5 janvier. Manque de nouvelles sur ce qui se passe en province, haine des Allemands.

les départements non occupés :

- passage des convois de blessés, mobilisation partielle des hommes

- crise économique : par ex. les fabriques de porcelaine de Limoges sont arrêtées

- mais l'activité éco. de Brest est décuplée, des usines fabriquent à fond de l'armement à Marseille

- nombreuses rumeurs

3°) La fin et le bilan de la guerre

la fin de la guerre :

- ici encore des attitudes très variées. De nombreux cas de « colère » anti-allemande en province
- à **Paris** la nouvelle d'armistice est reçue avec consternation et colère. Un officier se suicide à Montrouge. Vive colère dans la population, mais elle dure peu. Les autorités allemandes et françaises ont prévu de quoi lutter contre toute insurrection
- de nombreux Parisiens se rendent vers les lignes prussiennes pour chercher du bois de chauffage, voire fraterniser (à la vive satisfaction des Allemands)
- **l'armistice en province :**
- * réactions très contrastées
- * ici encore le clivage campagnes/villes est à nuancer !
- beaucoup de mobilisés se démobilisent eux-mêmes !

les pertes :

- pertes militaires entre 105 000 et 140 000 tués
- pertes civiles difficiles à évaluer >>> une surmortalité globale de 570 000 env., chiffre que personnellement je trouve aberrant !
- 1,6 million hab. d'Alsace-Lorraine
- le faible dynamisme démographique prolongea longtemps les effets de cette saignée
- bilan économique lourd également : coût direct de 2,5 milliards de francs, plus les 5 milliards de l'indemnité ; dévastations, perte de l'Alsace-Lorraine ;
- mais **dès 1872 tous les indices ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre : le renversement de conjoncture de 1873 sera beaucoup + important** >>> un recul international, du 2^e au 4^e rang, *cf. Débuts*

affaiblissement international, mais le traité de Francfort ne limite ni la souveraineté ni les possibilités de redressement de la France : le traité de Versailles sera beaucoup + dur !

les conséquences de la guerre de 1870-1871 pour la France :

- elle n'a nullement désagrégé le pays, elle l'a **renforcé**
- elle a touché bon nombre de régions fr. >>> solidarité nationale
- un **combat national** et non « dynastique »
- exactions des troupes allemandes (avec rejeu des souvenirs de l'occ. de 1814-1815 dans certaines régions) >>> **haine de l'Allemagne**
- **annexion de l'Alsace-Lorraine exacerbe** tout cela >>> le terme de « revanche » est stupide (prend-on une revanche sur un viol ?). Bismarck qui avait bien compris après Sadowa qu'il ne fallait pas désespérer l'Autriche ne l'a pas compris pour la France après Sedan. Bien sûr le nationalisme anti-allemand a subsisté après la Victoire de 1918. S'il y a eu réconciliation franco-allemande après 1945, c'est parce que les Français ont compris que leur survie nationale ne se jouait plus par rapport à l'Allemagne

conclusion :

- archaïsme et modernité se mêlent

GÉS-6. SUPPLÉMENTS 1851-1914

- renforcement considérable du sentiment national
- on voit différemment la « réussite » rép. de la IIIe Rép.
- image d'Épinal et son commentaire polycopiés

APHG

III. L'EXERCICE DU POUVOIR PAR LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Éric Bonhomme¹, *La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale. 4 septembre 1870-8 février 1871*, Eurédit, 2000, 532 p., thèse de 3^e cycle, complétée par É. Bonhomme éd., *De l'Empire à la République. Comités secrets du Parlement. 1870-1871*, Perrin, 2011, 249 p. :

Bien centré sur l' « exercice du pouvoir », grâce à l'*Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale*, Journal Officiel, 1874, 14 vol., 7 000 pages (!), un acte éminemment politique. D'après 182 témoignages, les dépêches télégraphiques, etc. 30 commissaires, dont la moitié sont légitimistes. Trois « prismes », la Commune, le mythe de la « dictature » gambettiste, la défaite : le **gouvernement de la Défense nationale est accusé d'avoir imposé la guerre à un pays qui voulait la paix** (aux raisons classiques s'ajoutent les économies qu'aurait permises une paix précoce !). On est aux antipodes de l'esprit de 93...

1°) Les « clés de l'impuissance »

a) Fracture et dysfonctionnements

Paradoxe apparent : l'**initiative de la commission d'enquête revient aux socialistes, hostiles au gouv. de la Défense nationale** : Louis Blanc, député de la Seine, le 6 mars 1871, une proposition cosignée par Hugo, Quinet, Schoelcher, Tolain, etc. Une hostilité qui remonte à 1848... Reproches : arrivisme, trahison, impéritie, répression, conservatisme social.

L'image négative, dès 1871, du Gouvernement de la Défense nationale est lourde à porter et elle a **fortement pesé sur l'avenir des ministres de la Défense nationale**. Seuls Gambetta, Ferry et Jules Simon survécurent politiquement à l'épreuve de ces cinq mois. La plupart devinrent des hommes d'arrière-plan : Crémieux, Garnier-Pagès, Trochu, Favre, Picard, etc.

Mais **le Gouvernement de la Défense nationale chercha à se justifier** : plusieurs ministres ont contribué à la procédure qui aboutit à la création de la commission d'enquête. Arguments : les responsabilités de l'Empire dans le déclenchement de la guerre et dans sa mauvaise conduite, nous étions les « otages de l'Hôtel-de-Ville » (cf. les insurrections, voir *Débuts*), les misères du siège de Paris-martyre. Divisions très fortes entre le gouv. de Paris et la Délégation de Tours. *In petto* ils peuvent rappeler leurs hésitations initiales à proclamer la République, le problème de la constituante (cf. *Débuts*)

une « fracture » au sein du Gouvernement de la Défense nationale :

- une solution gouvernementale improvisée, contingente, avec un savant dosage des

¹ Professeur de khâgne au lycée Michel de Montaigne à Bordeaux.

hommes

- triple clivage : les générations (séparées par 1848), l'importance des fonctions gouv., très variable, politique (l'horizon va de l'orléanisme à l'extrême gauche)

- l'insuffisance de la Délégation de Tours, créée à la suite d'initiatives du Second Empire : hésitations du Gouvernement de la Défense nationale, manque de cohésion, âges canoniques avant l'arrivée de Gambetta, un véritable homme d'État. Communications difficiles, alors que les comités secrets montrent que les parlementaires pensaient qu'elles seraient, au contraire, faciles

- divergences de vues entre la Dél. et le gouv. de Paris : la guerre, la possibilité de négociations, etc. : un véritable fossé se creuse dans 2^e quinzaine d'octobre 1870.

Les autres rouages du Gouvernement de la Défense nationale :

- les maires d'arrondissements parisiens

- l'administration impériale parisienne, non épurée, sauf dans la police

- l'administration des départements, largement épurée au contraire (le terme de « renouvellement » étant préféré à « épuration »), cf. les préfets

- les « réseaux » personnels des hommes de la Dél., Gambetta et Freycinet surtout

- les conseils municipaux, fraîchement élus (6 et 13 août 1870), et assez républicains

les dysfonctionnements :

- problèmes de personnel, cf. l'inexpérience de beaucoup de préfets

- des lieux de décision multiples, à Paris et en province

- des ministres, comme Dorian et Magnin, sont min. sans être membres du gouv.

- limites entre ministères, des conflits de compétence, entre Tours et Paris, à Paris même

- les transmissions : pigeons, ballons (non dirigeables), dépêches codées, télégraphe (dirigé par Frédéric Steenackers), nécessité de combattre les fausses informations, les rumeurs,

- une unité de direction s'impose à Tours qui n'existe pas à Paris, mais la Dél. de Tours se transporte à Bordeaux

poinds du passé et de l'idéologie :

- point de repère essentiel qu'est l'histoire des républiques antérieures

- une bonne moitié des préfets de Gambetta est constituée de républicains enracinés au plan local (députés Ile Rép., souvent). Des populations « réclament » Untel

- de très nombreuses démissions, très souvent d'anciens 48ards

- des républicains dévoués, comme Martin Nadaud, se considèrent comme des préfets occasionnels, qui ont accepté la charge pour secourir la République, compte tenu des circonstances

- 1848 est un vécu commun et l'image de la fraternité ; 1851 est le ciment des malheurs. D'où l'indulgence de beaucoup pour les insurgés du 31 octobre

- mais 1848 est un contre-modèle : l'échec global, juin 1848, 15 mai 1849, crainte d'un nouveau parti de l'ordre, de Thiers (cf. biographie dans le dossier biographique), il faut

rassurer >>> pas de nouveaux « 45 centimes » (= augmentation des impôts de 45 %)

- >>> c'est la Révolution française qui sert de véritable modèle, surtout 1792 >>> toute une rhétorique (la patrie en danger, la Grande Nation, etc.), mais tropismes :

* jacobinisme >>> il faut libérer Paris, très visible dans les proclamations de Gambetta. mais des « comités de guerre » départementaux

* dictature gambettiste, tropisme très visible lors de l'arrivée de Gambetta à Tours, lors de la reddition de Metz, et lors de la capitulation de Paris : des conseils municipaux votent des motions demandant cette dictature, en réf. à la dictature romaine, à 1793. Refus de Gambetta devant ce phantasme, qui habite une partie des républicains

b) Les comités secrets d'août 1870

Les comités secrets de la Première et de la Seconde Guerres mondiales sont bien connus, mais les quatre procès-verbaux, de plus en plus fiévreux, des séances de l'Année terrible (signification hugolienne de l'expression : voir le cours GÉS-1) n'ont été retrouvés qu'en 2009, dans un coffre du Palais-Bourbon. Après un vote unanime de l'Assemblée nationale, ils sont ici remarquablement publiés, introduits et annotés par mon collègue Éric Bonhomme, qui a fait un travail forçant le respect et qui sera, à terme, consultable en ligne.

La publication des procès-verbaux a en effet le mérite de faire revivre tout un personnel politique, dont de nombreux sans-grades, confronté à une période de crise intense.

On savoure au passage les illusions et les hypocrisies des députés au Corps législatif : le comité secret, « cela permet à chacun de nous d'être sincère » (p. 73), « Qu'on ne nie donc pas la lumière du jour ! Nous sommes en comité secret, nous pouvons donc tout dire » (le grand Crémieux, p. 139).

Au passage on découvre le thème de la dégénérescence : « les caractères se sont amollis » (Gambetta, et un député du Cher lui répond : « nous sommes des fils dégénérés », p. 97).

Bonhomme a raison de souligner le rôle capital et sordide de Jules Grévy lors du comité secret du 22 mars 1871. Les diaboliques habiletés du comité du 22 mars 1871 face à l'« émeute », éléments réellement neufs, sont présentées avec beaucoup de pédagogie par Bonhomme.

À la dernière minute de la séance du 22 mars surgit Clemenceau, maire du 18^e arr. et député de la Seine, qui s'écrie : « Vous serez responsables de ce qui va suivre ! », incise brillante qui provoque de « vives réclamations »...

2°) La genèse politique de la défaite

a) Un pari difficile

La guerre prenait à contrepied les idées des républicains en matière d'armée (cf. GÉS-1). Plus qu'une conception, ils défendaient une éthique : celle du pacifisme et du désarmement, vision particulièrement dominante chez les hommes de la génération de 48. Le programme de Belleville prévoyait la suppression des armées permanentes par pacifisme, esprit d'économie, hostilité au Second Empire

retour à la Révolution française et réflexion récente de Gambetta, à la lumière de la Guerre de Sécession :

- des armées auxiliaires, des partisans, une guerre de citoyens
- Steenackers : un projet de guerre totale, imitée de l'Espagne du 1er Empire et de la g. du Mexique (voir plus haut)
- même Le Flô est fav. à une guerre de partisans, *i. e.* à la « nation en armes »

levée en masse, mais pas immédiatement :

- d'abord volontaires >>> une efflorescence de corps-francs, francs-tireurs et légions de volontaires
- des volontaires viennent même des Antilles, avec apparition de la demande des attributs de citoyens ¹
- décret de levée en masse le 2 novembre (hommes de 21 à 40 ans)
- une militarisation de certaines administrations (postes et télégraphes) et industries de guerre
- les seuls cas d'exemption furent ceux des séminaristes (présents avant décret !) et des maires
- levée dans les faits pas totale, faute de moyens : des « tranches »
- progressive intégration des unités de volontaires dans l'armée « auxiliaire », avec de grosses diff. de qualité combattante. Xénophobie vis-à-vis de plusieurs chefs, étrangers, des désertions

armée de Garibaldi, aux confins de la Bourgogne et du Jura : agrégat de corps francs, G. est une illustration pour Gambetta, mais un épouvantail pour les conservateurs :

- elle dispose d'une grande autonomie opérationnelle
- elle se heurte vite à la hiérarchie militaire
- nombreux débordements : un État dans l'État ?

manque d'armes, d'équipements, de formation des soldats, mais un énorme effort de fabrication, d'achats à l'étranger, par l'État, mais aussi par les départements et les grandes villes de province. Des inventeurs, ± sérieux

des camps d'entraînement et d'instruction, avec création d' « inspecteurs des camps », qui devaient rester après la guerre

entre le 10 octobre et le 8 février, 664 000 hommes sont mis sur pied

¹ J.Dumont, *L'amère patrie. Histoire des Antilles françaises au XXe siècle*, Fayard, 2010, 351 p., p. 21.

les insuffisances :

- moins d'hommes que prévu
- pénurie d'armes et d'équipements
- spéculateurs profitent de la situation : montée des prix
- nombreux fournisseurs étrangers ne livrent pas les armes promises
- les camps sont un véritable cauchemar

b) Le problème du commandement

tares des officiers de l'Empire : voir cours GÉS-3 + problèmes du ralliement à la République, de l'adaptation à une guerre devenue moderne dans le monde au milieu du XIXe siècle, beaucoup ne croient pas à la victoire, ne croient pas aux volontaires >>>>

méfiance initiale du Gouvernement de la Défense nationale >> des révocations politiques

mais des bons, qui remportent des victoires : d'Aurelle de Paladines (victoire de Coulmiers, dans le Loiret)

Gambetta :

- suspend les règles traditionnelles de l'avancement
- crée des grades provisoires, qui seront plus tard révisés par une commission (le rétrogradé le plus célèbre sera Boulanger, qui perdra son grade de colonel...)

de grandes figures nouvelles, impuissantes à renverser le cours des événements :

- Chanzy, partisan d'une guerre dynamique, comme Gambetta, et non de la poliorcétique
- Faidherbe, gêné par son républicanisme sous le Second Empire. Armées du Nord, coupées du reste de la France, travail intense, ascétisme

des choix malheureux :

- Bourbaki (armée de l'Est), incompétent sur le plan militaire
- Kératry (Ouest), fou mégalomane

conflits continuels entre civils (les ministres et les préfets surtout) et les militaires de haut rang >>> Gambetta cumule les portefeuilles de l'Intérieur et de la Guerre et défend, avec pragmatisme les compromis : la thèse de la Commission d'Enquête, selon laquelle Gambetta aurait systématiquement imposé l'autorité des préfets aux militaires, doit être révisée. Il eut toujours à cœur de limiter les prétentions stratégiques de ses préfets, laissant aux généraux le soin de décider les opérations : un véritable « modèle républicain »

mais son adjoint Freycinet (Charles de Saulces de) est beaucoup + raide, exerce une grande influence, néfaste, sur Gambetta, il révoque d'Aurelle

c) Le financement de la guerre

importantes difficultés du Gouvernement de la Défense nationale : gros contraste avec le succès des emprunts pour payer l'indemnité de guerre. Bonne volonté du

pays, mais pas des institutions financières et des milieux d'affaires

un effort spontané dans de nombreux départements et communes, dès septembre ; circulaire du 25 octobre 1870 le codifie et le rend obligatoire

de nombreux décrets autorisent les collectivités locales à emprunter ; de nombreuses communes trouvent des moyens pour augmenter les taxes locales, en créer de nouvelles ; un très grand patriotisme, une émulation

l'effort est lourd :

- Bordeaux double son budget pour faire face au service de l'emprunt
- il faut multiplier les mesures, les premières étant insuffisantes
- il pèse beaucoup sur les départements pauvres

réticences de nombreux notables, que Maupassant va caricaturer

déficit budgétaire :

- une Commission des Finances à Tours
- 80 % des dépenses concernent la Défense nationale
- les revenus de l'impôt décroissent, évidemment
- manque de numéraire >>> la Monnaie de Paris est installée à Bordeaux
- crédits ouverts par la Banque de France et la Banque d'Algérie ; emprunts nationaux, faits à Londres (à 7,44 %), un succès temporaire >>> les bons du Trésor ne perdent qu'un % par mois

mais tout ceci est insuffisant >>> recours à la Banque de France, qui renâcle, id. pour les trésoriers payeurs généraux, car le ministre des Finances, Picard, est hostile à l'action de Gambetta, provoquant un véritable blocage !

les milieux d'affaires appuient Picard : leur hantise est la poursuite de la guerre, génératrice de désordre économique et financier. Henri Germain se prononce pour la paix dès octobre 1870. La politique de G. va générer la banqueroute !

seule solution pour le Gouvernement de la Défense nationale : creuser le déficit, ce qui effraie encore plus les milieux d'affaires !

le Gouvernement de la Défense nationale (hors Picard) envisage de faire rentrer des impôts par anticipation (pas d'augmenter les impôts : spectre des 45 centimes de 1848 !), projette des emprunts obligataires à 99 ans, une Caisse de la Défense nationale, distincte du budget normal

Le Gouvernement de la Défense nationale n'a jamais bénéficié pour mener la Guerre de la manne dont disposera Thiers pour la liquider !

d) Les généraux de Paris contre l'armée citoyenne

la spécificité de Paris :

- le gouvernement ayant choisi d'y demeurer, la défense de la capitale était essentielle
- Paris incarnait la France et la majorité de l'opinion pensait d'emblée que son sort

entraînerait celui du pays

- Paris = objectif principal des Allemands >>> anxiété, mais aussi mobilisation, d'une population très importante et décidée à en découdre, où la levée en masse ne peut être que rapide

- Paris abrite la seule armée de ligne rescapée des combats de l'été 1870

- >>> il incombait aux hommes du 4 Septembre d'exploiter au mieux ce potentiel ; leur incapacité en la matière est l'un des faits les mieux démontrés par l'historiographie

Une série d'arrêtés républicains (6 sept. >>>) : entrée des pauvres dans la Garde nationale (Gambetta : = « armement du suffrage universel »), conformément aux idées exprimées à la fin du Second Empire par G. (voir plus haut), Jules Simon et Jules Favre, réclamant des milices. Imitation encore une fois de la Prusse, qui avait en 1862 incorporé la Landwehr à l'armée

Cette énorme masse d'hommes a joué un rôle politique très important dans la capitale et un rôle militaire... médiocre. Mais il serait anachronique de croire que la Garde nationale parisienne a été dès sept. le ferment de la Commune et été formée « de marchands de vin et de souteneurs »

2^e caricature : une armée d'assistés (indemnité d'1,50 F, plus 75 centimes pour l'épouse ¹) ?

la réalité :

- une dynamique de création qui échappe au Gouvernement de la Défense nationale
- enthousiasme patriotique, ennemi de la rationalité : élection des officiers, manque d'officiers entre l'état-major et la masse des gardes nationaux, désordre de l'organisation topographique
- l'organisation traditionnelle, destinée au maintien de l'ordre, n'est pas modifiée en vue d'une lutte contre une armée ennemie ! La constitution de « bataillons de marche » fait appel au volontariat et non à des tranches d'âge
- l'indemnité n'est pas demandée par tous les gardes nationaux, et elle était indispensable dans cette situation de siège
- division politique des bataillons de la garde nationale, *cf.* le 31 Octobre (voir *Débuts*). Après cette date, le refus d'utiliser la garde nationale est patent
- des bataillons se sont bien battus, ce que soulignent des témoins conservateurs
- le gouvernement de Paris a été incapable de transformer un élan patriotique massif et durable en une armée républicaine

le siège :

- les experts estimaient à 700 000 ou 800 000 hommes les effectifs nécessaires aux ennemis, les Prussiens vont le faire avec 400 000 hommes
- le rapport de forces, relativement équilibré au début, tourne au profit des Allemands

¹ D'où l'accusation d'épidémie de mariages !

- la « sortie » n'est réaliste que si elle a pour objectif de donner la main aux armées de province, inexistantes au début du siècle

- les défenses de Paris rendent la capitale inexpugnable : après de premiers bombardements, dont les effets psychologiques sont très positifs sur les Parisiens, Moltke renonce à prendre de vive force Paris et compte sur la faim

- attendre n'était pas une mauvaise solution, à condition d'être bien secouru et de « tendre la main » aux secours : l'unique objectif du gouv. de l'Hôtel-de-Ville devait être de débloquer Paris ; la nécessité militaire de libérer la capitale rejoignait la nécessité politique de contrôler le pays, faute de quoi le pouvoir n'était qu'une apparence. À la fois chef de gouv. et gouv. milit. de Paris, Trochu était l'incarnation de cette logique. Les historiens sont d'autant plus unanimes à affirmer son incapacité à substituer l'attaque à la défense qu'il en convint lui-même !

- Trochu n'a pas cru à son rôle (cf. son « héroïque folie »), il méprise Gambetta

- la victoire de Coulmiers (Loiret), début nov. (voir plus haut) montre qu'une action coordonnée entre Paris et la province est possible, mais les préventions politiques de Trochu sont trop fortes

- Les généraux n'ont jamais raisonné en termes de coordination

- Trochu mène une guerre d'escarmouches (Buzenval, Champigny)

les négociations de la reddition de Paris et de l'armistice montrent le refus de la hiérarchie militaire d'endosser la responsabilité de la capitulation

e) Les contacts diplomatiques

Une faillite diplomatique

Dès septembre, Jules Favre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, espère qu'il sera possible de parvenir à une solution négociée, d'où l'entrevue de Ferrières avec Bismarck. C'est aussi l'avis de Thiers après l'échec de sa tournée européenne, d'où les négociations de Versailles à la fin du mois d'octobre. Pour Gambetta et son entourage, la négociation avec l'Allemagne est proscrite ; il s'agit uniquement d'obtenir que les neutres basculent dans le camp de la France. Mais faute de pouvoir trouver des alliés, l'action diplomatique du Gouvernement de la Défense nationale se trouve rapidement réduite à la négociation avec l'ennemi ; faute de victoires, la négociation elle-même se transforma en soumission.

Une diplomatie d'arrière-plan :

- Jules Favre avait quelque expérience des Affaires étrangères, mais ses professions de foi pacifistes et en faveur du désarmement de la veille de la guerre l'avaient conduit à l'aveuglement. Il lui manquait une vision claire des progrès de la Prusse et des équilibres diplomatiques. Depuis vingt ans, son cheval de bataille était l'Italie (unité, alliance fr.-tal.). Manque de combativité face à Bismarck. De plus, il refuse de quitter Paris, ce qui étonne

à l'étranger ! Combatif, voire jusqu'au-boutiste en séance publique du Corps législatif, il est conciliateur en comité secret, comme Éric Bonhomme l'a montré ¹

- il n'y a pas de diplomates républicains, et pour longtemps ! La plupart des ambassadeurs refusent de servir le nouveau régime

- les ambassadeurs étrangers n'ont que prévention envers le nouveau régime. Seuls les États-Unis, l'Espagne et l'Italie ont reconnu la République !

- la présence des Garibaldiens et le soutien affiché de certains rép. fr. à la cause de la Pologne irritent l'Italie et la Russie

- Gambetta ne s'occupe jamais de questions diplomatiques

Une diplomatie impuissante :

- initialement (6 sept.), Jules Favre ne propose rien de concret (pas d'indemnité financière, puisque la France est l'agresseur, par ex.) et déclare au contraire que la France « ne cédera ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses »

- de plus, il n'appelle en rien à une médiation des neutres

- >>> il obère toutes les démarches diplomatiques ultérieures

- De plus, dès le 9 sept., Favre est à la recherche d'une solution négociée avec l'Allemagne

>>> entrevue de Ferrières (sans en avertir ses collègues du gouv. !), fiasco total

- l'Angleterre :

* les républicains se tournent d'abord vers elle

* Gladstone est non-interventionniste convaincu, qui juge l'unité allemande inéluctable

* mais le délégué à Tours de Favre, Chaudordy réussit à lui présenter le spectre d'une Europe dominée à l'ouest par l'Allemagne et à l'est par la Russie, d'où nécessité d'une médiation britannique, conduisant à une conférence européenne, efforts ruinés par la tournée de Thiers (qui veut la paix) et l'intransigeance de Gambetta

- la Russie :

* le rapprochement tenté par Napoléon III (voir plus haut) a été insuffisant

* la France est l'éternelle fauteur de troubles

* le Gouvernement de la Défense nationale est révolutionnaire

- Favre fait appel à Thiers, que les républicains auraient bien aimé le 4 sept. avoir dans le gouvernement, d'abord pour se rendre à Londres, puis pour entreprendre une tournée des capitales européennes (11 000 kms) : ce pouvoir qui veut la guerre à outrance choisit pour plénipotentiaire un homme favorable à la paix !

- échec (volontaire ? involontaire ?) de la tournée de Thiers >>>

* >>> toute l'Europe sait qu'il y a une alternative au Gouvernement de la Défense nationale

* Thiers renforce sa stature politique et mène les seconds pourparlers, ceux de Versailles

* la diplomatie du Gouvernement de la Défense nationale n'est plus qu'une diplomatie de circulaires, qui opposent le Droit et la Force, la civilisation et la barbarie, le droit des

¹ É. Bonhomme éd., *De l'Empire à la République. Comités secrets du Parlement. 1870-1871*, Perrin, 2011, 249 p.

peuples et la guerre, l'unification de l'Allemagne et la conquête, ce que personne en Europe ne peut approuver

- mais la proclamation de l'empire d'Allemagne et les revendications de Bismarck sur le Luxembourg au début de l'année 1871 vont faire évoluer progressivement l'opinion internationale

Une leçon de Realpolitik :

- Bismarck a un projet ancien et ferme >> la barre est d'emblée mise au niveau qui sera celui du traité de Francfort (l'Alsace-Lorraine est réclamée dès le 12 sept.)

- les atouts de Bismarck : l'armée et la victoire de Sadowa, les victoires sur la France impériale, la politique des pourboires de Napoléon III, l'unification allemande qui peut apparaître comme un marché énorme pour les milieux économiques anglais, l'Autriche-Hongrie est neutralisée par la perspective d'une alliance germano-russe, l'isolement diplomatique de la France, républicaine

- Bismarck attend l'investissement de Paris pour accepter la proposition d'entrevue avec Favre

- il devine immédiatement le défaitisme de Favre, combat avec succès son argumentaire, en remontant au sac du Palatinat, il refuse de reconnaître la légitimité du Gouvernement de la Défense nationale, il agite l'épouvantail d'une restauration bonapartiste

- lors des conversations Thiers-Bismarck de Versailles (30 octobre), B. propose des élections et un armistice sans ravitaillement de Paris

- le lendemain, soulèvement parisien >>> Bismarck, approuvé par les généraux allemands qui veulent écraser la France, pense qu'il faut attendre, mais danger des armées formées par Gambetta, un courant francophile se développe en Grande-Bretagne

3°) Légitimité et élections

La question des élections obséda le Gouvernement de la Défense nationale

a) La quête de la légitimité

L'élection d'une constituante est évoquée en conseil des ministres dès le 8 sept., d'emblée elle coupe en deux le gouv., division qui durera toute la guerre

des élections prévues par Paris d'abord pour le 2 octobre, puis préalable d'élections municipales le 25 sept., auxquelles les républicains de province sont hostiles

Ferrières fournit l'occasion qui manquait pour annuler les élections, ce qui est fait le 24 la Délégation de Tours (Gambetta pas encore membre) fixe le 30 septembre des élections au 16 octobre. Tollé à Paris et départ de Gambetta pour Tours. >>> l'effort militaire remplace les élections

une fois Gambetta parti, le débat sur les élections rebondit plusieurs fois, Thiers appuyant le projet d'élections

b) Les oppositions politiques

L'illégitimité du pouvoir suscite une opposition d'abord sourde et limitée, dont la voix s'enfle progressivement à mesure que les défaites se succèdent. Évolution logique, puisque le Gouvernement de la Défense nationale s'est présenté lui-même comme un gouvernement de combat, dont la seule justification est de gagner la guerre

L'opposition est multiforme et singulièrement contrastée. À Paris (républicains avancés, opp. de + en + popul.) elle reproche au pouvoir de rechercher la paix, en province de poursuivre la guerre

L'opposition à Paris :

- scepticisme, d'autant que le gouv. et les généraux multiplient les rodomontades, les mises en scène
- méfiance rapide des blanquistes, de l'Internationale, des clubs d'extr.-gauche, avec une grande violence verbale, de quelques bataillons de la garde nationale dont les officiers sont d'ex.-g.
- des organes de presse : *Le Combat* (Félix Pyat), *La Résistance* (Blanquistes), *Le Réveil* (Delescluze)
- affiches : « affiche rouge » (10 janvier, Vallès en parle)
- deux tentatives d'insurrection : 31 octobre et 22 janvier (voir *Débuts*)
- comités de vigilance du nord-est de Paris
- au total : une opposition très minoritaire, pas systématique, divisée idéologiquement

L'opposition en province :

- opp. à la guerre à outrance, d'autant que pas d'élections à la constituante
- autres arguments : les défaites (énorme retentissement de la chute de Metz), la « dictature de G. »
- une opp. de notables orléanistes, appuyée sur la presse, sur le voyage de Thiers, sur le cénacle qu'il a organisé à Tours. Elle mord sur la droite républicaine (cf. Grévy), préfigurant l'alliance de 1875. Elle envoie des députations à la Délégation
- une opp. légitimiste : réclamation d'élections, mais aussi des chefs militaires lég., qui plus tard « feront de la politique », basée sur leurs exploits militaires (cas de Joseph de Carayon Latour). Elle vomit la suivante :
- et une opp. bonapartiste, appuyée sur ses bastions électoraux. Certains nouent des contacts avec Bismarck, beaucoup s'appuient sur les fonctionnaires restés en place

c) Les réponses du pouvoir

le plébiscite parisien et le « fusible » Trochu :

- suite au 31 Octobre : plébiscite du 3 novembre « La pop. maintient-elle *oui* ou *non* les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ? ». Près de 90 % de *oui*. Une victoire à

la Pyrrhus : la province s'estime délaissée, le gouv. a surestimé l'opp., la seule possibilité pour l'opp. d'extrême gauche sera la Commune. Mais le pléb. ferme la voie ouverte par les négociations de Versailles (voir plus haut)

- la multiplication des défaites alimente, alors, le débat politique >>> après Buzenval, Trochu est « démissionné ». Le gouverneur militaire servait de fusible à un pouvoir qui avait été incapable de lui imposer une autre stratégie

L'épuration administrative :

- dès sept. des préfets répu. ont réclamé des mesures contre les fonctionnaires de l'empire, mais Gambetta s'y est opposé (voir plus haut)

- un moyen d'affirmer dans les campagnes la présence de la République, de vaincre la résistance passive des fonctionnaires aux républicains,

- courant octobre Gambetta se rallie à l'idée d'épurer ; c'est le gouvernement de Paris qui fait de la résistance, au nom de l'union nationale

- ce n'est que courant janvier que l'épuration est lancée : elle restera inachevée, sauf dans le domaine judiciaire, faute de temps

la question des conseils généraux :

- les conseils généraux ont peu de républicains, mais ils se rallient pour les $\frac{3}{4}$ d'entre eux, par patriotisme, même la Vendée et les Landes

- mais quelques conseils généraux qui renâclent aux emprunts sont dissous (nov. >>>) : Loire, Vaucluse, Htes-Pyrénées, etc. Ils sont remplacés par des commissions départementales, dont les membres sont nommés par le Gouvernement de la Défense nationale

d) L'implosion

Un dialogue de sourds entre la Délégation et Paris :

- difficultés de communications certes, mais Paris néglige d'informer Tours, filtre les nouvelles qui en viennent, ne fait pas paraître les proclamations de Gambetta au J.O.

- Paris ne pardonne pas à Gambetta de s'être emparé de la Guerre, reproche la mauvaise qualité des armées levées par G.,

- G. reproche à Paris les négociations, l'attentisme militaire, la dérive droitiste surtout

Paris glisse vers l'armistice :

- le point de vue de Jules Favre (voir plus haut) reste longtemps minoritaire

- le problème de la reddition (pour cause de famine) est longuement discuté le 17 janvier :

* faut-il traiter pour la France (position de Favre, de Thiers, absent, de Picard) ou pour la seule capitale (position de Gambetta, absent, bien sûr) ?

* la 2e position est majoritaire

* mais qui va négocier ? la majorité pense à une délégation de maires (qui se récrient), puis

à une « commission » (mais qui va se présenter ?) >>>>

- la majorité change et Jules Favre part pour Versailles

- certes Bismarck va manœuvrer Favre, exagérant la déroute des armées de province, agitant l'épouvantail d'une restauration impériale, laissant entendre la possibilité de concessions

- mais B. prêche un convaincu !

- et il a l'habileté de séduire : Paris ne sera pas occupée, la garde nationale conservera ses armes, le ravitaillement sera assuré. En échange, Favre lui accorde l'occupation de larges zones provinciales

- le gouv., obsédé par l'armistice et les élections, abandonne tout : le vote de l'Alsace-Lorraine, le vote des Parisiens

- dissimulation : G. est prévenu par un télégramme de quatre lignes, les clauses de l'armistice ne seront connus de G. que par une dépêche de Bismarck, elles ne seront publiées (le 28) qu'une fois l'armistice signé !

bilan :

- le Gouvernement de la Défense nationale consomme la rupture avec la pop. parisienne >> la réunion de l'Ass. est prévue à Bordeaux

- Jules Simon part en province et reçoit un décret lui donnant les pleins pouvoirs

- les pacifistes n'obtiennent quand même pas la révocation de Gambetta

les réactions de Gambetta :

- depuis un mois il rappelait sans cesse à Jules Favre ses promesses et ses proclamations et il vient de menacer de révéler publiquement les divergences de vues

- il apprend par la presse étrangère les négociations de Versailles

- colère homérique

- proclamation habile dans laquelle il définit la capitulation comme un armistice, appelle à la lutte, à l'opposition entre province et Paris

- face à la perspective des élections, dont le résultat, à bon droit, l'inquiète :

* thèse pragmatique et politique, fort peu démocratique, des inéligibles (« complices » et « complaisants » du régime impérial) >>>

* **décret du 31 janvier** (ministres, sénateurs, conseillers d'état, préfets, candidats officiels, du Second Empire), une mesure de circonstance qui va être toujours reprochée à G.

L'effritement du gambettisme :

- Bismarck proteste contre le décret >>> G. proteste contre l'immixtion prussienne

- mais à Paris :

* tous les ministres condamnent le décret

* le Gouvernement de la Défense nationale dde la démission de G., voire son arrestation (Jules Favre)

- des préfets protestent, refusent d'afficher le décret >>> un véritable mouvement de

résistance

- G. démissionne le 5 février, suivi par son équipe ministérielle et une douzaine de préfets

e) Les élections à l'Assemblée nationale (8 février 1871)

voir Début

les conservateurs intègrent à leurs listes beaucoup de républicains modérés, ceux que les préfets gambettistes appellent les « républicains incolores », d'autant que décret du 31 janvier >>> les partisans de la paix ont ratisé large

le contexte de la guerre et le calendrier serré gênent les gambettistes pour faire campagne et même pour constituer des listes

les résultats¹ : un mouvement de retour en arrière par rapport aux derniers résultats du Second Empire (retour de balancier ensuite)

4°) Le contrôle du pays

a) Au contact de l'ennemi

La République sous occupation prussienne :

- au 4 sept. 1870, les armées allemandes occupent 5 ou 6 départements, totalement ou partiellement, au moment des élections du 8 février, elles en occupent 28, dans le quart nord-est de la France, sauf le Nord et le Pas-de-Calais

- Les conditions d'armistice ont permis aux Allemands de pousser leur avantage, les préfets et conseils municipaux protestant souvent

- propagande allemande : *Moniteur* d'occupation, la légitimité du Gouvernement de la Défense nationale est niée, multiples pressions en faveur de la paix au moment des élections, mais très souvent en vain : un vote républicain aux élections

- les réseaux républicains sont démantelés, des otages sont pris, les préfets, les conseils municipaux sont souvent menacés, mais de nombreux cas de résistance aux exigences allemandes

- cependant de nombreux cas d'opposition entre un conseil municipal et un général ou un colonel favorable à la « défense nationale »

- les cas de collaboration relevés sont plutôt d'ordre économique (dans l'Orne, à Dijon, en particulier)

sur les marges de l'adversaire :

- dans les départements menacés, les préfets de Gambetta eurent davantage de latitude

>>> des situations très contrastées

- multiplication des conseils de révision, attention portée aux denrées alimentaires, à ne pas

¹ Cf. J.Gouault, *Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale. 1871- 1875*, Paris, FNSP, 1954, & S.Audouin-Rouzeau, *1870. La France dans la guerre*, Armand Colin, 1989, 420 p.

faire aller vers les Allemands, des ordres de résistance à tout prix, des petites guerres aux notables, des épurations de conseils municipaux, dans certains cas (Spuller en Hte-Marne par ex.)

- des conflits préfet ou sous-préfet / officier supérieur

- de nombreux cas de résistance passive des populations... à la déf. nat.

- des villes essaient de profiter de la carte de la guerre :

* Le Havre, ville républicaine, veut profiter de l'occupation de Rouen (souvent évoquée par Maupassant, qui pour *Boule de Suif* s'inspire d'un fait divers rapporté par le *Journal du Havre*), orléaniste, pour obtenir un transfert des pouvoirs à son profit

- C'est dans les départements les + tôt occupés, où l'administration de Tours et de Bordeaux n'a pu s'implanter, que la greffe républicaine est la plus solide : l'Est occupé est beaucoup plus républicain que l'Ouest

- les administrateurs de la Déf. nat. élus dans les 28 départements occupés sont presque tous des hommes qui se sont ouvertement opposés à Gambetta, parfois en démissionnant ; la plupart des élus républicains sont des notables locaux, modérés >>> en fait, Gambetta s'est heurté moins aux notabilités traditionnelles en perte de vitesse qu'à l'hostilité des populations aux mesures brutales

b) Face à la Commune de Lyon

fort passé révolutionnaire, puissance de l'extrême gauche socialiste

la république y est proclamée avant Paris, le 4 septembre au matin, elle est proclamée au bénéfice de la « Commune de Lyon » et d'un Comité de Salut public. Au lendemain du 4 septembre, Bakounine arrive à Lyon

épuration très sévère, armement des canuts

le nouveau Préfet, Paul Challemel Lacour est un normalien (1846), républicain, agrégé de philosophie :

- contesté au départ, il est même à son arrivée conduit *manu militari* devant le Comité de Salut public

- il est sans pouvoir réel, son courrier est soigneusement trié

- il manœuvre habilement, réussit à imposer son pouvoir, par l'épuration continuée, les élections municipales (15 septembre),

le 28 sept. Bakounine et Cluseret tentent un coup de force sur l'Hôtel-de-Ville. Échec et Challemel est acclamé. Mais le drapeau rouge continue à être arboré, Bakounine réussit à s'échapper, et il y aura une autre tentative de coup de force le 30 avril 1871

politique de laïcisation du Comité de Salut public poursuivie par Challemel, mais en cherchant à la modérer

Challemel démissionne le 29 janvier 1871

à l'époque de l'Ordre moral, la droite fera de Challemel l'archétype du préfet anticlérical. II

sera député puis sénateur des Bouches-du-Rhône

La Commune na pas provoqué à Lyon de raz-de-marée conservateur le 8 février 1871 : l'étroit chemin ouvert par Challemel est devenu un large consensus

c) La Ligue du Midi

Marseille :

- forte croissance démographique
- une ville légitimiste, avec un fort électorat radical, qui élit Gambetta et Esquiros, et un fort groupe socialiste, autour de Bastelica

le 18 septembre 1870 se constitue une Ligue du Midi pour la défense nationale de la République, qu'Esquiros, nommé « administrateur supérieur » des Bouches-du-Rhône par Gambetta, tire vers l'autonomisme, avec des liens avec le Var, avec Lyon, les Alpes-Maritimes, etc. Dix départements au total

objectifs :

- défense de la vallée du Rhône
- fédéralisme : une « confédération »

organisation dans 2^e quinzaine de septembre :

- réunions bi-hebdomadaires
- un commissaire général : Alphonse Gent, ancien démoc'-soc' qui avait dirigé une première Ligue du Midi entre 1848 et 1850, avait été déporté aux Marquises
- des républicains modérés, mais aussi l'extrême gauche
- désir d'une démocratie directe
- un programme inspiré de celui de Belleville, mais aussi de la Montagne
- programme devient séparatiste en octobre

la coloration fédéraliste ne peut manquer d'inquiéter le Gouvernement de la Défense nationale, auquel la Ligue reproche l'inaction militaire >>> les préfets jugent immédiatement que la Ligue est un danger, qui place le Gouvernement de la Défense nationale en situation difficile

Gambetta, habilement, nomme Gent préfet avec les pleins pouvoirs à Marseille >>> l'extrême gauche déclenche à Marseille une insurrection le 31 octobre, la « Commune de Marseille »

Gent, pourtant blessé d'un coup de feu à son arrivée, applique une politique proche de celle de Challemel : il organise des élections, avec victoire des modérés >>> la Ligue disparaît progressivement

elle a été une « auberge espagnole », le fédéralisme débordant très largement en 1870-1871 des cercles révolutionnaires (idée de Jeanne Gaillard) : de l'extrême gauche à la droite (sentimentalement), avec la force des objectifs militaires

d) Éclatements et rivalités

de nouvelles forces centrifuges :

- Toulouse :

* forte opposition au Second Empire (le *non* est majoritaire au plébiscite du 8 mai 1870)

* le 5 septembre, le nouveau préfet, Armand Duportal, crée une Ligue du Sud-Ouest (30 départements !), républicaine, anticléricale, soucieuse sociale, fidèle au gouvernement, souhaitée plus active militairement

- Alpes-Maritimes :

* françaises depuis 1860 seulement, mais déjà rattachement sous la Révolution française

* républicanisme de Grasse

* Nice patrie de Garibaldi

* séparatisme de Nice, avec attitude ambiguë du gouv. italien, qui masse des troupes au col de Tende en septembre 1870, mais se méfie des « garibaldiens »

* trois jours d'émeutes à Nice après le vote du 8 février

les règlements de comptes politiques : Isère, Aude, etc.

les rivaux des préfets : comités républicains locaux, que Gambetta ménage avec habileté, envoyés extraordinaires de Gambetta, etc.

e) Les terres hostiles au nouveau régime

une vaste France de l'Ouest, une France rurale surtout, car les villes sont assez souvent républicaines dans le Massif central, mais pas en Aquitaine, à Riom, à Angers, etc.

grande faiblesse de l'extrême gauche, pesanteur et torpeur des campagnes, pacifisme, cléricalisme, résistance à la mobilisation, poids des notables conservateurs et réactionnaires des réseaux d'opposition au Gouvernement de la Défense nationale, rôle de la presse

conséquences :

- les préfets sont hostiles à la perspective d'élections

- mais certains organisent des campagnes en faveur de la République

- Martin Nadaud sillonne la Creuse, le préfet de Nantes organise des « conférences démocratiques et militaires »

mais le résultat des élections du 8 février : sur les 11 départements qui n'ont envoyé à l'Assemblée nationale que des conservateurs, 9 appartiennent à la France de l'Ouest, dans 14 autres il s'agit de républicains « du lendemain », dans la mouvance de Thiers. Un échec durable, de plus >>> long mépris des républicains pour ces départements

beaucoup de monarchistes patriotes, officiers légitimistes et ultramontains qui servirent pour la plupart dans l'armée de Chanzy

autre cause d'hostilité à la République : la très mauvaise organisation du camp de Conlie (Sarthe)

5°) La « République embryonnaire »

a) « Légiférer »

suppression de nombreuses institutions du Second Empire : Corps législatif et Sénat dès le 4 septembre, le Conseil d'État (avec hésitations)

mais pas la Cour des Comptes, la Préfecture de Police

récupération de biens appartenant à la famille impériale, modification du sceau de l'État, révision des noms des rues de Paris

conformément au programme de Belleville : démocratisation du ministère de l'Intérieur, modification du statut des fonctionnaires (suppression du serment, par ex.), réduction du traitement des ministres, moratoires, les naturalisations sont facilitées

intense activité de décrets, avec record mensuel en décembre, de la part de Paris (minoritaire) et de Tours (majoritaire). La Commission d'Enquête n'en trouvera que 5 % relevant de l'abus de pouvoir

une politique algérienne :

- 2,3 millions hab., dont 226 000 Européens, famine de la fin du Second Empire, évolution du statut depuis 1830 : voir cours GÉS-4

- les rép. se souviennent que 1848 = assimilation, parmi les Européens il y a de nombreux proscrits du Second Empire

- le 24 octobre, toute une série de « décrets Crémieux » (qui travailla pratiquement seul) :

* 3 départements, un Gouverneur civil, 3 préfets, les colons assistent les autorités, la distinction entre territoire civil (le Nord) et le territoire militaire (le Sud) est maintenue : les bureaux arabes sont conservés>>> un compromis

* naturalisation des juifs d'Algérie (« décret Crémieux » s.s.). Elle mécontente beaucoup plus les Européens que les musulmans : un antisémitisme algérien, particulièrement algérois, se développe bien avant l'affaire Dreyfus

- les revendications des colons ne sont donc nullement satisfaites globalement >>> ils protestent, ils sont soutenus par les préfets

- haine des colons envers les militaires éclate quand Gouvernement de la Défense nationale veut remplacer les cadres de l'armée d'Algérie par des officiers « capitulés » de Metz : beaucoup ne purent rejoindre leur poste

- une seconde vague de décrets, en décembre, place de nombreux villages musulmans « militaires » sous l'autorité des préfets >>> très fort mécontentement musulman (les populations cessent d'être protégées par les militaires)

- pourquoi de telles erreurs ? volonté d'assimilation, surtout

- la Commission d'Enquête s'efforça de démontrer la responsabilité des décrets Crémieux dans le déclenchement de l'insurrection de Kabylie en 1871. Surtout la

dernière mesure citée : l'insurrection éclata par peur de la spoliation foncière, mais seulement en mars ; la répression se traduit par 524 000 ha qui passent des musulmans aux Européens

b) Les libertés malgré la guerre

la « liberté à outrance » (Eugène Pelletan, cf. biographie dans le dossier biographique) est-elle compatible avec la guerre à outrance ?

des théoriciens de la Liberté parmi les républicains de 1870 : Paul Challemel Lacour (voir plus haut), Jules Barni, traducteur de Kant (voir *Débuts*), Jules Simon (1859 : *La Démocratie*), Étienne Vacherot (maire du Ve arr.)

une valeur absolue, un principe unique (≠ les libertés de Thiers dans son discours de 1864), un long chemin parcouru depuis les Jacobins de la Révolution française !

autres sources essentielles : l'hostilité au Second Empire et à ses proscriptions, la franc-maçonnerie

une série de décrets rétablirent les libertés :

- dès le 4 septembre, libération des détenus pour raison politique,
- le 5 : suppression du timbre sur journaux, libération de la profession d'imprimeur, de libraire
- en octobre, suppression du cautionnement, les délits de presse sont rendus aux jurys

explosion de la presse : journaux ± éphémères, des journaux idéologiques ou non. Problème de la liberté de la presse en temps de guerre ! >>> Picard propose le retour de la censure en octobre, mais il est isolé. Toutefois fin novembre deux journaux publient des renseignements militaires importants >>> des décrets de suspension provisoire. La Commission d'Enquête accusa le Gouvernement de la Défense nationale de laxisme à cet égard. Les républicains répliquèrent par l'argument de la « force morale » que donne un régime de liberté.

plusieurs préfets renâclent devant ce régime de liberté générale, au nom du souvenir de la Révolution française >>> des incidents, surtout pour des questions de presse, de laïcité, des journaux conservateurs de l'Ouest créent d'autres incidents fin décembre : là, Gambetta est obligé de réagir (par une suspension)

le problème de la Liberté s'est posé aussi pendant le siège de Paris, bien sûr, surtout avec la répression des insurrections des 31 octobre et 22 janvier

Au fond, l'articulation dialectique de la guerre et des libertés fonctionna convenablement tant que le pays crut à la victoire. Mais l'accumulation des défaites transforma progressivement les journaux et les réunions en noyaux d'opposition. Les hommes du 4 Septembre s'efforcèrent pourtant de maintenir leur ligne politique et jusqu'à la fin de décembre les atteintes à la liberté furent toujours réprimées. Un raidissement final.

c) Les avocats républicains face à la justice

Une importante épuration et la Commission d'Enquête ne manque pas de souligner qu'en révoquant des magistrats la République avait porté atteinte à la séparation des pouvoirs >>> Crémieux sur la sellette

les causes : souvenir du Second Empire, désir des populations dans de nombreuses villes, les magistrats continuent d'alimenter l'hostilité à la République dans de nombreux tribunaux, l'approche des élections conserve à la justice son caractère d'enjeu politique

Mais de nombreux préfets vont jusqu'à se mêler des nominations de juges, avec difficulté : comment juger du républicanisme ?

Cependant, sociologiquement, le parti républicain était largement composé d'avocats, d'avoués, de notaires >>> un vivier, qui attend une revanche sur le Second Empire, mais carriérisme, « piston », népotisme >>> La Commission d'Enquête reprocha vivement à Crémieux de s'être laissé dicter ses choix par les préfets, toutefois un examen attentif des dépêchés montre que Crémieux freina souvent l'épuration, à la fois par tempérament et par conviction

Les magistrats, même lorsqu'ils étaient républicains, faisaient preuve d'un grand souci d'indépendance et d'un réel esprit de corps, certains refusèrent d'être les bénéficiaires de révocations qu'ils estimaient hâtives et inopportunes (ainsi Agénor Bardoux, grand-père de VGE, refusa le poste de procureur général à Riom)

Crémieux lutta contre la Ligue du Midi portant atteinte à l'inamovibilité des juges (voir plus haut)

de grosses différences régionales et départementales en matière d'épuration ; la corrélation entre taux d'épuration et bonapartisme n'est évidente que pour une poignée de départements, très marqués il est vrai : Corse, Dordogne, Charente. Mais la carte de l'épuration coïncide largement avec celle du sentiment républicain ; partout où celui est fort, le « coup de balai » est intense, surtout quand l'extrême gauche est puissante

En fait la politique de « remplacement » concerna surtout les postes élevés, et l'épuration fut moins forte que lors des précédents changements de régime

En ce qui concerne les justices de paix, la politique fut beaucoup plus circonstancielle

d) « L'école de la régénération » (la question de l'école)

fait partie du corpus d'idées des « fondateurs de la République » : lien avec l'égalité, avec les Lumières, philosophie, etc.

Jules Simon, min. Instruction publique du Gouvernement de la Défense nationale :

- normalien, agrégé de philosophie
- enseignant à la Sorbonne très jeune
- représentant du peuple en 1848, rayé des cadres de l'enseignement à cause de son opposition au Second Empire

- député rép. de Loire-inf. au Corps législatif depuis 1863

- méritocratie, spiritualiste

- la guerre ne doit pas être un obstacle (or, rentrée en octobre)

crée une **commission de l'enseignement communal à Paris**, véritable laboratoire d'étude de la réforme de l'enseignement primaire : présidée par Eugène Pelletan ;

membres : Hippolyte Carnot, Clemenceau, Brisson, Henri Martin, deux médecins (!)

Jules Simon s'efforce de généraliser les ENI (écoles normales d'instituteurs, dix départements n'en ont pas, dont la Seine !), de multiplier les **bourses** pour le secondaire

Challemel Lacour (voir plus haut) et Jules Barni ont des idées plus avancées, influencées par Kant : priorité budgétaire à l'Instruction publique, laïcité absolue, surtout gratuité de l'enseignement secondaire

Gambetta rouvre à Bordeaux l'École Polytechnique, avec un enseignement d'histoire-géographie confié... à Littré

nombre de préfets réclament la suppression des lettres d'obédience ; à Lyon suppression des congrégations ; des conseils municipaux suppriment des écoles religieuses (cas du XI^e arrondissement de Paris)

peu d'épuration du personnel bonapartiste

conclusion : **l'école républicaine est en gestation sous le Gouvernement de la Défense nationale** (cf. la fameuse formule de Jules Ferry, commentée par les Hk2 l'an passé en concours blanc)

e) Le Bulletin de la République française

manque de journaux républicains, surtout en province >>> **Gambetta crée dès son arrivée à Tours le Bulletin de la République française, qui prend le relais du Moniteur universel, légué par le Second Empire, mais privé et fort peu républicain**

directeur : **Jules Barni**, assisté de Maurice Faure, futur sénateur de la Drôme

affichage, théoriquement obligatoire, dans toutes les mairies, dans le but d'instruire le peuple ; lecture par les instituteurs, dans le cadre d'une « république absolue »¹

>>> nombreuses protestations de notables !

publication des grands décrets, des décrets militaires, proclamations du Gouvernement de la Défense nationale, discours de Gambetta, de certaines adresses patriotiques d'officiers supérieurs,

pour soutenir le moral : beaucoup de fausses nouvelles, de propos lénifiants, geste patriotique de Pasteur qui renvoie son diplôme de l'Université de Bonn, exaltation de l'honneur français, dénigrement de l'ennemi, du régime du Second Empire,

exaltation de la République, démocratique, rurale (des conseils de jardinage...), parlementaire, dans une rubrique intitulée « manuel républicain », qui préfigure *Le Manuel*

¹ Cf. O.Rudelle, *La République absolue (1870-1889)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 327 p. et S.Berstein & O.Rudelle dir., *Le modèle républicain*, PUF, coll. "Politique d'aujourd'hui", 1992, 432 p.

républicain de l'homme et du citoyen de Charles Renouvier

À partir du 6 janvier le journal commence à publier une *Histoire de la Révolution française* : causes de la Révolution française

complexité intellectuelle du journal : le destinataire est l'instituteur, chargé de relayer la République dans les masses, mais difficulté : on est en pleine guerre. La pédagogie républicaine a besoin de paix...

6°) L'échec transcédé

a) Le rapport de la Commission d'Enquête, un brûlot politique

entre les mains de la majorité conservatrice, dans contexte de l'Ordre moral et des projets de restauration monarchique (voir *Débats*). En plus la Commission a fait des choix dans les documents (par ex. dans les dépêches télégraphiques)

en fait l'« enquêteur » collectif s'est mué en historien (partial), d'autant que la grille de questions initiale est très partielle, surtout quant à l'action de Gambetta : il s'agit de dresser les éléments d'un réquisitoire

le vocabulaire utilisé lors des interrogatoires est révélateur : les mots « juger », « jugement » reviennent souvent, ce que dénoncent les membres du Gouvernement de la Défense nationale interrogés

beaucoup des ministres insistent sur la solidarité gouvernementale, sur l'unité du Gouvernement de la Défense nationale, nient les divergences, mais Jules Favre charge Trochu et Gambetta, Trochu, Picard et Fourichon ne sont guère solidaires des autres

les conclusions de la Commission d'Enquête :

- un lourd réquisitoire contre le Gouvernement de la Défense nationale
- virginité politique des hommes du 8 février
- l'essentiel est de disqualifier les républicains, d'insister sur la « dictature » de G.
- on aboutit à un contre-modèle, conservateur

les réactions des milieux républicains :

- hors Assemblée nationale, ce qui aurait été inutile
- publications de souvenirs (avec éventuellement de l'auto-critique), d'articles dans les journaux républicains
- chances des républicains : le Gouvernement de la Défense nationale est assez vite oublié dans l'opinion en temps qu'exercice du pouvoir, au profit du patriotisme ; le rapprochement entre orléanistes et républicains modérés

b) Le vivier et les continuités

les hommes du Gouvernement de la Défense nationale (ministres, hauts fonctionnaires, etc.) : à la fois le chant du cygne de vieux républicains de 48 et un réservoir d'élites

républicaines pour la IIIe

les vecteurs et les passerelles : études de droit, de médecine, journalisme, l'âge moyen (des quadragénaires)

beaucoup ont été ensuite parlementaires, souvent très rapidement (pas de phénomène de quarantaine), ambassadeurs (Jules Ferry), conseillers d'État

à la défaite militaire s'ajoute celle du 8 février >>> il faut sauver la République >>>

exaltation d'une République patriotique, ce qui est populaire après la perte de l'Alsace-Lorraine, politique extérieure modérée (une « résignation agissante » pour sauver l'honneur de la République), un service militaire obligatoire, universel, éducatif, spartiate, l'école de ceux que Péguy appellera plus tard les « hussards noirs », avec un mélange de tendresse nostalgique et d'ironie mordante

pour les républicains le Gouvernement de la Défense nationale n'a pas été une phase d'erreurs à ne plus commettre, il y a au contraire continuité, avec un certain nombre de corrections >>> la République va prendre un visage d'ordre, « bleu », elle va aller à la conquête des campagnes, la continuité étant évidente en matière d'École

et la Commune facilite la tâche des républicains (cf. les Débuts)

les lignes de fracture futures sont déjà visibles du temps du Gouvernement de la Défense nationale, cf. le pour/contre Gambetta et le gambettiste (cf. les Débuts)

Conclusion générale du III

le Gouvernement de la Défense nationale a fait du neuf avec du vieux, pour une part poids de la guerre, mais il ne s'est pas occupé seulement d'elle

surtout, une génération nouvelle entre en politique avec la Défense nationale, sans que la Défense nationale ait inventé tout de l'opportunisme

IV. TOUJOURS L'ANNÉE TERRIBLE

Bien voir la carte traitée de Francfort polycopiée (Roth, p. 498)

Pour justifier « toujours », une citation, l'admirable et pudique début du chapitre II de Daniel Halévy, La Fin des Notables¹ : « Juin 1871 : que sentaient les Français ? L'Allemand occupait leur pays depuis frontière jusqu'à Saint-Denis et Vincennes, leur capitale déshonorée gardait une odeur de sang et de fumée. Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Périgueux, toujours armés, couvaient peut-être une explosion nouvelle. La tristesse, le silence, la stupeur, régnaient partout. »

1°) L'apport de R. Tombs²

lutte étudiée selon le point de vue du gouvernement et de l'armée de Versailles
armée versaillaise initiale composite : les vaincus de 1870, les recrues de la classe 1869, armée de la Défense nationale

hésitations et prudence de Thiers :

- il considère que l'armée a perdu toute efficacité et n'est pas état de prendre rapidement l'offensive (X Galliffet)
- l'adversaire communal est longtemps surestimé
- plan à la Windischgrätz (Vienne, 1848) pas immédiatement envisagé, semble-t-il, mais refuse la peur de certains députés qui proposent le 18 mars un repli de l'Assemblée nationale sur Tours ou Bordeaux !

la Commune :

- croit aux vertus de la levée en masse et de la ferveur révolutionnaire
- croit que les soldats de Versailles vont se ranger de son côté à la première sortie (3 avril)

armée versaillaise de l'assaut :

- jeunes recrues, encadrées par des officiers libérés par Bismarck, soldats id., soldats venus de province
- généraux les plus bonapartistes sont écartés. Mac Mahon, légitimiste ayant servi l'Empire, a été blessé avant Sedan : chance pour lui
- Thiers n'a guère confiance dans son armée
- soldats effrayés par la guerre civile et les bruits qui courent sur les Communards >>> des déserteurs, un tri parmi les troupes
- les unités les plus « sûres » sont engagées d'abord : infanterie de marine, fusiliers-marins, gendarmerie
- multiplication des exercices pour restaurer et maintenir la discipline, propagande énorme, utilisation de tranchées prussiennes
- répression terrible (« abattoirs », comme le Luxembourg, volonté de ne pas faire de

¹ D.Halévy, *La Fin des Notables*, Paris, 1930, réédition, Livre de Poche n° 3432, 1972, 278 p., réédition, Hachette-Pluriel, 1996, 222 p., p. 16.

² *La guerre contre Paris, 1871*, trad. fr., Aubier, coll. historique, 1997, 380 p.

quartier), mais contrôlée par les chefs : pas de viols, pas de soldats ivres, pas de pillage généralisée

armée de la Commune :

- courage et indiscipline
- manque de chefs compétents : voir *Débuts*

2°) L'apport du colloque de la Société d'histoire littéraire de la France, Les Écrivains français devant la guerre de 1870 et la Commune¹

caractères généraux : éléments biographiques, contribution à l'histoire des idées, rapports romanesques, apport historique direct, réactions d'une sensibilité, ébranlement intellectuel et affectif

Gobineau :

- cas particulier : journaliste, diplomate, conseiller général, parle l'allemand, personnellement ruiné par l'occupation, etc.
- révérence pour la science allemande, cf. *l'Essai sur les races*
- écrit *Ce qui est arrivé à la France en 1870*
- la guerre est source de désordre social
- pessimiste sur l'avenir de la France

Taine :

- a séjourné en Allemagne en juin-juillet 1870
- la guerre est une source de réflexion pour lui qui nourrissait depuis 1866 un projet d'*Allemagne contemporaine* : articles, surtout
- voir aussi cours GÉS-1

Hector Malot :

- *Souvenirs d'un blessé*, *Suzanne* et *Miss Clifton*
- la guerre au niveau de l'individu, évocation d'une petite ville de province, Tarbes, des ambulances
- figure sinistre de Napoléon III, un corps franc
- évoque la Commune dans *Thérèse*
- réalisme, atmosphère de la guerre

J. K. Huysmans :

- garde mobile, malade (typhoïde ?)
- *Sac au dos*, revue et corrigée, cette nouvelle est incluse dans *Les Soirées de Médan*
- volonté de démystifier la guerre, présentée à l'échelle de l'individu

Barrès :

- 8 ans lors de l'invasion, a vu passer les troupes allemandes à Charmes (où incidents sanglants), a vu des otages placés sur les locomotives : un choc décisif

¹ Colloque de la Soc. d'hist. litt. de la France, *Les Écrivains français devant la guerre de 1870 et la Commune*, 7 nov. 1970, Armand Colin, 1972, 200 p.

- fait confiance au peuple
- voir biographie dans le dossier biographique

3°) Zola, *La Débâcle* (1892)

- cf. biographie dans le dossier biographique
- la guerre de 1870 est, dans *Les Rougon-Macquart*, une sorte d'aboutissement, assez souvent évoqué et/ou inséré dans l'intrigue à titre de « point d'orgue ». L'exemple le plus important et célèbre est *La Bête humaine*, où d'abord la guerre se profile à l'horizon, elle est annoncée, puis un train de mobilisés saouls devient fou à cause de la bagarre qui éclate entre le mécanicien, fou, et le chauffeur, saoul.
- titre bien mérité, passé à la postérité : traitant de l'ensemble de la guerre de 1870, depuis « deux kilomètres de Mulhouse », le roman est centré sur la débâcle de l'armée impériale, dont les causes, les personnages, civils et militaires, et les caractères sont minutieusement énumérés, Zola faisant bien glisser du manque de moral des soldats à leur ardeur patriotique.
- cheminement désordonné du 106^e vers Sedan est bien montré, francs-tireurs, rumeurs, panique, faim et soif, combat de Bazeilles, blessures, mort, ambulance, opérations, etc.
- lien avec les Rougon-Macquart : Jean Macquart, qui « aux premiers bruits de guerre [...] avait quitté Rognes, tout saignant du drame où il venait de prendre sa femme Françoise et les terres qu'elle lui avait apportées ; il s'était rengagé à trente-neuf ans, retrouvant ses galons de caporal, tout de suite incorporé au 106^e régiment de ligne, dont on complétait les cadres [...] »
- c'est le roman des Rougon-Macquart le plus proche de la « grande histoire », de toute la guerre, de toute l'AT (cf. le personnage de Napoléon III, longuement évoqué, Sedan, Metz, le siège de Paris, Gambetta, Faidherbe, la Commune), et de façon très précise
- personnage de l'industriel qui a peur pour sa fabrique et souhaite la capitulation de Sedan
- amitié virile entre soldats
- les prisonniers, les profiteurs de guerre, les civils qui aident les prisonniers
- liens avec la Belgique, typhus, peste
- la guerre et la violence sont au fond les deux personnages principaux

4°) Guy de Maupassant

a) *Boule de Suif*

- Guy de Maupassant, *Boule de Suif*, célébrissime nouvelle, souvent portée à l'écran, dont juste après la Deuxième Guerre mondiale, évoque pleinement et en termes très intéressants la guerre de 1870 et l'occupation allemande¹ :

¹ Cf. J. Vidalenc, « Les Allemands en Seine-Inférieure avant 1914 », dans Colloque 1914. *Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de

- débâcle de l'armée en déroute en Normandie, évoquée avec précision, commisération et raillerie dans les premières pages
- arrivée des premières troupes allemandes
- leurs exigences en matière de numéraire
- réactions de la population : la peur des « bourgeois émasculés par le commerce », la soumission affolée, l'accomodement progressif en raison de la « protection » que l'officier ou le soldat logé pourrait un jour accorder, les résistants inconnus qui tuent des Allemands
- un groupe socialement composite de dix personnes cherche à quitter en diligence, muni d'une autorisation allemande, Rouen pour Dieppe, de manière à gagner en bateau Le Havre, voire la Grande-Bretagne :
 - * 1 marchand de vin et sa femme
 - * un industriel du coton et sa femme
 - * un comte orléaniste et sa comtesse
 - * deux bonnes sœurs
 - * un démocrate, couard et hypocrite, comme toujours chez Maupassant, de plus ici libidineux
 - * une prostituée, Boule de Suif, bonapartiste, sincèrement patriote et vertueuse à sa manière : elle refuse de coucher avec le « démoc » à l'auberge, occupée par les Prussiens
 - Boule de Suif, qui seule a pris des provisions, les partage aimablement avec les neuf autres personnes, qui crèvent de faim
 - la guerre est évoquée par les personnages du huis clos de la diligence ; pour Boule de Suif les Allemands sont des « gros porcs », ce qui ne va pas tarder à être démontré...
 - arrêt à l'auberge : un officier allemand refuse de laisser repartir la diligence si Boule de Suif ne couche pas avec lui. Les autres Français finissent par la convaincre (la plus habile dans cette longue argumentation haineuse est la plus vieille des religieuses !) d'obtempérer
 - avec le 2^e départ, les autres Français montrent leur mépris à Boule de Suif et ne partagent pas avec elle leurs provisions, achetées à l'auberge
 - on a aussi :
 - * les occupants paisibles, simples soldats pacifiques et peut-être bavarois qui remplacent les travailleurs français
 - * les profits en argent de la guerre
 - * les pacifistes français (le bedeau, la femme de l'aubergiste)
 - * *La Marseillaise*, sifflée, qui est la vengeance du démocrate (le « démoc ») à la fin de la nouvelle

b) Guy de Maupassant, *Mademoiselle Fifi*, nouvelle

- ravages matériels commis par un groupe d'officiers prussiens (dont celui qui est surnommé « Mlle Fifi ») dans un château normand

- officiers décrits de manière caricaturale : par ex., « Le major [comte de Farsberg] était un géant, large d'épaules, orné d'une longue barbe en éventail formant nappe sur sa poitrine ; et toute sa grande personne solennelle éveillait l'idée d'un paon militaire, un paon qui aurait porté sa queue déployée à son menton. »

- ils font venir des prostituées, se conduisent de manière bestiale avec elles. La seule qui résiste, avec efficacité car elle tue un officier (Mlle Fifi) et provoque indirectement des morts parmi les soldats prussiens, Rachel, est juive. Elle provoque une résistance passive de la part du village et active de la part du curé, qui fait sonner par Rachel la cloche de la résistance aux occupants

c) Guy de Maupassant, Deux amis, nouvelle

- 2 placides et pacifiques amis pêcheurs se livrent à leur occupation favorite entre les lignes françaises et prussiennes, pendant le siège de Paris.
- Ils se font capturer par les Prussiens, qui les fusillent par ce qu'ils refusent de donner le mot de passe pour rentrer dans les avant-postes français
- fond musical des tirs d'artillerie !

d) Divers contes et nouvelles

Guy de Maupassant, La Folle, nouvelle :

Une troupe d'occupation force une folle, recluse, à sortir de sa chambre et la dépose en forêt, où elle meurt de froid. Son cadavre est dévoré par les loups.

Guy de Maupassant, Saint-Antoine, nouvelle :

- le personnage qui donne son nom à la nouvelle (c'est son surnom) est un assez riche paysan cauchois obligé de loger un Prussien pendant la guerre
- il le nourrit excessivement, l'engraisse, « comme un cochon » (il le surnomme ainsi d'ailleurs)
- mais il finit par le tuer, de sanglante façon
- et il laisse accuser et fusiller « un vieux gendarme en retraite »

Guy de Maupassant, L'Aventure de Walter Schnaffs, nouvelle :

Histoire d'un soldat prussien, pacifique et peureux qui, en Normandie, se réfugie dans un trou lors d'un engagement, en sort, fait peur involontairement aux domestiques d'un château, et enfin se fait capturer par une cinquantaine de soldats français, qui s'en font gloire !

Guy de Maupassant, Au soleil, de 1884 : une comparaison entre la guerre en Europe et la guerre en Afrique du Nord

Guy de Maupassant, Un coup d'état, nouvelle : décrit la prise de pouvoir — ridicule — par un petit bourgeois républicain, après Sedan, dans un village normand

Guy de Maupassant, Souvenir (dans les « Contes divers ») : la retraite militaire devant

les « flots de l'invasion » est évoquée

Guy de Maupassant, Tombouctou : évoque le siège de *Bézières*. Tombouctou est le surnom du « nègre » qui joue un rôle clé en étant un champion de la maraude. Le dernier mot de la nouvelle est « revanche »

5°) La « sortie de guerre »

terme en vogue, car recherches récentes, cf. par ex. Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., qui cite la forme de Hobbes, « Car la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs » (cité dans l'introduction du cours GÉS-1) en la complétant, car Hobbes ajoute aussitôt l'idée d' « espace de temps »

plus que la commémoration, les monuments, les plaques, comme celle de la chapelle de Louis le Grand (juillet 1875), etc.

au fond une bonne partie de la décennie 70, dont jugement du Gouvernement de la Défense nationale (voir plus haut)

deuil, traumatisme, etc. :

- 156 000 morts militaires (F.Roth), mais ce chiffre était très peu connu à l'époque. Des massacres de prisonniers, comme le « massacre de Passavant », en Champagne
- morts civiles : un système d'intimidation, otages
- « traumatismes de guerre »
- les recherches de corps pour exhumation et transport sont rares, réservés à une élite sociale (la recherche ne se « démocratisera » qu'après 1918)

les monuments de champs de bataille sont rares, à la différence des guerres de la RF et de l'Empire, mais il y a beaucoup d'autres types de monuments commémoratifs : la mort, la défaite, des monuments à la gloire des citoyens-soldats (initiative de l'État, du clergé, initiative privée), des monuments funéraires, mais pas de « monuments aux morts »

des rites pour préparer la Revanche, mais les cérémonies se font plus rares à partir de des années 1880, avec rejeu de la mémoire à partir de 1895-1896

les discours : haine de l'ennemi, mythologie nationale, exaltation du devoir

Avant la guerre franco-allemande il existait une dissociation très importante entre la sépulture et la commémoration ¹. Par souci d'hygiène, en effet, les soldats morts au combat étaient inhumés ou brûlés sur place. L'inhumation sur le champ de bataille en fosse commune se poursuit durant la guerre de 1870-1871. Mais il apparaît au moment du traité de Francfort (article 6) la première manifestation d'une volonté de mémoire globale : les deux gouvernements s'engagent réciproquement à entretenir les tombes de guerre existant sur leurs territoires respectifs ²

¹ Idée de S.Barcellini, "Les nécropoles de la Grande Guerre", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 299-301, que je suis pour ce qui suit (je sais, ce n'est pas élégant, mais ne riez pas, on parle de cimetières...).

² Pour l'Allemagne, il s'agit bien sûr des nombreuses tombes de prisonniers décédés

Dans de nombreuses communes, des monuments-ossuaires sont érigés, le plus souvent par des associations qui se fondent, en 1887, au sein du Souvenir français, abréviation d'Association nationale du Souvenir français, fondée par un Alsacien optant, Xavier Niessen.

Deux ambiguïtés :

- Une loi de 1873 en donne la propriété à l'État, l'entretien revenant aux communes
- ces ossuaires sont jusqu'en 1914 des lieux de commémoration où s'exprime le désir de revanche

APHG

V. LA PÉRIODE DE LA III^E RÉPUBLIQUE

1°) La religion, une protection ?

Retour en arrière et NB : l'expression " filles aînées de l'Église " date de la Monarchie de Juillet (années 1840 ?), sans entrée rapide dans l'usage courant ; on la retrouve dans le 2^e verset de « mauvais Sang » d'*Une Saison en enfer* !! Il ne fut longtemps question — sous l'Ancien Régime — que de " fils aîné ", le roi de France !

images multiformes de la Vierge Marie : édifices, statues (certaines colossales, comme celle du Puy : 16 m., 213 canons de Sébastopol, 1860),

l'âge d'or des pèl. nationaux (début des années 1870) :

- causes :

* défaite et dévotion patriotique ⇒ dolorisme

* soutien au pape, "prisonnier" 1870>>>

* Ordre moral : Paris a, comme Sodome, expié ses fautes dans le feu et le sang de la Commune, une insurr. sortie de l'enfer ⇒

pèl. = expression privilégiée de l' "âme de la France", tradit. et conservatrice, une croisade X forces du Mal (cf. George Sand : "Je sens une odeur de sacristie qui monte" !)

- symbole : pèl. de l'Assemblée nationale le 29 juin 1873 à Paray-le-Monial, av. consécration de la F. au Sacré-Cœur (prononcée par baron Gabriel de Belcastel, député de la Hte Garonne), en présence de 50 députés et 6 000 fidèles

- conséquence : une des causes de la réaction anticléricale

- mais toujours des pèl.-panique (ex. : phylloxéra)

- lieux nouveaux :

* Pontmain (près Laval, app. janvier 1871)

* Montmartre : vœu de 2 laïcs pendant le siège de Paris (par Prussiens), pour faire pardonner les fautes des Fr. Loi 1873 reconnaît d'utilité publique l'acquisition des terrains, + Commune, église votive prov. 1876, déf. seulement 1914 : Abadie

- une org. nationale (Conseil général des pèl., "coordination") des pèl.

- agents nouveaux : les Aug. de l'Ass. et leurs "saintes ind." (ex. : *Le Pèlerin*)

- > 3 000 pèlerinages 1873 :

* dans contexte de l'Ordre moral

* Paray : voir + haut

* 140 députés monarchistes vont en train spécial à Chartres mettre sous la prot. de Notre-Dame la Patrie bien-aimée sur le point de redevenir son "royaume"

- retombée ensuite, avec la victoire des rép., sauf dans certaines régions

décret Crémieux (voir plus haut) fait citoyens fr. les juifs d'Alg. (depuis très longtemps présents en Alg.) le 24 oct. 1870

évolution numérique (en métropole) des juifs :

1831 : 60 000

1840 : 70 000

1845 : 85 000

1858 : 88 000

1872 : 49 000 (baisse due à l'Alsace-Moselle, mais beaucoup d'optants)

1882 : 60 000

(rappel : Sépharades = juifs médit., Ashkénazes = juifs d'Eur. or.)

2°) La "loi des trois ans" (1913) ¹**Une nouvelle génération nationaliste :**

Elle **apparaît dominée par l'onde de choc de Tanger (1905)**. Le monde est jugé dangereux et on voit resurgir les “ennemis héréditaires” ou des adversaires potentiels qui s'y substituent. De plus, l'expansion économique européenne provoque l'impatience d'ascension sociale, et la guerre va pouvoir libérer des énergies en 1914. Les ouvrages de **guerre-fiction** sont beaucoup plus nombreux après 1905 qu'auparavant ; la guerre est toujours présentée comme devant être courte, à cause de l'importance du nombre des mobilisés et du modernisme du matériel. Encore aux alentours de 1910, “les batailles inventées par les essayistes reproduisent les manœuvres de l'époque napoléonienne [...]. On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les *feldgrau*, le vert des Italiens” (M.Ferro). Peu d'auteurs ont de l'imagination pour décrire (entre autres) la guerre future : H.G.Wells, le Français Robida, le Russe Bloch... En France, après 1904, la guerre n'a plus lieu que contre l'Allemagne, et plus jamais contre la Grande-Bretagne, aussi bien dans les livres que dans les exercices des écoles militaires. Les peuples prêtent l'oreille plus volontiers à la propagande nationaliste qu'aux appels pacifistes ² ; ils en viennent, après tant d'alertes répétées, à éprouver une **résignation fataliste** devant la perspective de la guerre. Certains milieux pensent même que, pour échapper à la tension nerveuse, mieux vaudrait “en finir” : plutôt la guerre que cette attente sans fin et — les moyens d'évasion hors des sociétés de la Belle Époque étant limités — la notion de “guerre libératrice” n'est pas sans écho.

La disproportion démographique entre la France et l'Allemagne était flagrante (39 millions de Français contre 65 millions d'Allemands en 1913), elle allait en s'exagérant, à cause de la faiblesse de la natalité française. Même en réduisant la part des exemptions, l'armée française avait un retard numérique de plus en plus grand sur l'allemande : 99 000 hommes en 1900, 165 000 en 1912. Dans le cadre d'une guerre courte, que tout le monde envisageait, et dans celui de la doctrine de l'offensive à outrance que professaient l'état-major de l'armée et le Conseil supérieur de la Guerre,

¹ Toujours A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Royette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

² Cf. S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p.

c'était inquiétant. Les milieux militaires français étaient d'autant plus angoissés par cette question d'effectifs qu'il jugeait l'apport militaire anglais d'un très faible intérêt à court terme et celui de la Russie comme de piètre valeur depuis la défaite face aux Japonais. D'où l'idée de réviser la durée du service militaire français, fixé à deux ans depuis la loi de 1905, et de la remonter à la durée antérieure, c'est-à-dire à trois ans. De surcroît, en janvier 1913, le ministre allemand de la Guerre proposa un accroissement en deux étapes des effectifs de l'armée active, qui donnerait à l'Allemagne 830 000 hommes en octobre 1914, contre 675 000 pour la France. Mais des recherches historiques récentes (G.Krumeich) soulignent la volonté française de maintenir aux yeux des alliés russes la crédibilité en la capacité offensive de l'armée française et contrecarrer ainsi le scepticisme latent du gouvernement russe quant à la solidité de l'alliance avec la France. On insiste aussi désormais sur la véritable mise en scène argumentaire faite dans le pays : causes apparentes et causes réelles...

Une œuvre de réorganisation militaire était en cours, sous l'égide du général Joffre, chef d'État-Major général et généralissime désigné en cas de guerre depuis 1911. L'arrivée au pouvoir de Poincaré (1912, cf. biographie dans le dossier biographique) avait déclenché une campagne nationaliste pour l'allongement du service à trois ans, dans la presse, vraisemblablement inspirée par les milieux militaires sans parler des milieux à l'argent facile, et parmi des hommes aussi divers que Joseph Reinach, André Tardieu, Albert de Mun, Péguy et le commandant Driant. Des chiffres on glissa au cours de l'année aux prévisions affolées, aux rappels historiques de la "Patrie en danger" et aux violentes attaques contre Jaurès, considéré comme le principal obstacle au vote d'une nouvelle loi. Il avait publié en 1911 *Vers l'armée nouvelle*, voir cours GÉS-3. Les socialistes répétèrent cette thèse et y ajoutèrent le soupçon que les tenants des "trois ans" étaient manipulés par les gros intérêts industriels. L'accusation, qui portait en 1913, n'est en réalité pas très convaincante. D'une part l'optique militaire française était favorable à une attaque d'infanterie brusque et privilégiant les gros bataillons et pas du tout à l'artillerie lourde, pour les besoins de laquelle les industriels français eussent pu recevoir des commandes beaucoup plus intéressantes que celle de fusils ou mitrailleuses supplémentaires. D'autre part, une bonne partie du capitalisme financier était favorable au maintien de la paix.

C'est le 6 mars 1913 qu'un projet de nouvelle loi militaire fut déposé à la Chambre française. Des manifestations de soldats, de socialistes, de syndicalistes, eurent lieu. Elles renforcèrent la conviction du gouvernement — Barthou (cf. biographie dans le dossier biographique) désormais — d'améliorer, et utiliser éventuellement, le "carnet B", qui recensait depuis plusieurs années les 2 500 individus "dont l'attitude et les agissements [pouvaient] être de nature à troubler l'ordre et à entraver le bon fonctionnement des services de mobilisation", et dont il était possible d'envisager depuis 1911 l'arrestation ¹.

Le projet fut discuté en séance plénière par les députés à partir du 2 juin ; le clivage classique entre la gauche et la droite fut très visible. Par 358 voix contre 204, le projet fut adopté le 19

¹ J.-J.Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

juillet au Palais-Bourbon ; le Sénat accorda le 7 août une majorité beaucoup plus large, 244 contre 36, à la "loi Barthou". À l'entrée en application de celle-ci, il sera d'abord prévu que la classe libérable resterait un an de plus, ce qui provoquera la colère et les manifestations des soldats. Dans ces conditions, il paraîtra préférable de les libérer et de compenser numériquement la mesure en incorporant à la fois les jeunes gens de la classe 1912 qui avaient vingt-et-un ans, selon l'habitude, et ceux de la classe 1913 qui n'en avaient que vingt, ce qui permettra de disposer à l'été 1914 d'un supplément de 200 000 recrues instruites (J.-J.Becker).

3°) Davantage sur Gustave Hervé ¹

Gilles Heuré : le seul historien à s'être penché (dans une thèse) sur la bio. complète de ce fantastique transfuge ; complète largement ce que j'ai écrit dans *BÉ*

- naissance en 1871 à Brest ; études au lycée Henri IV
- agrégation d'histoire 1897, nommé en 1900 au lycée de Sens professeur d'HG
- collabore au *Travailleur socialiste de l'Yonne* et au *Piou-Piou de l'Yonne* (articles incendiaires signés « Sans-Patrie ») : socialisme paysan, antimilitarisme (« le drapeau dans le fumier ») >>> assises : acquittement >>> révocation de l'enseignement en 1901
- membre de la CAP de la SFIO dès début, livre *Leur Patrie* en 1905
- isolement rapide dans la SFIO >>> fonde fin 1906 *La Guerre sociale* (hebdo.)
- participe au congrès de Stuttgart >> se fait connaître à l'étranger
- souvent emprisonné >>> célébrité
- songe à fonder une organisation d'extrême gauche mais en fait ne quitte pas la SFIO.
Cause : la méfiance des anarchistes >> ne pourrait pas mordre sur eux
- il ne s'est jamais présenté à la députation
- sa première évolution :
 - * prône à partir de la fin 1911 « le désarmement des haines » (= unité de tous les socialistes et même avec les radicaux !)
 - * conférences très modérées, méfiance à l'égard du SPD
 - * à la veille de la Première Guerre mondiale, il est déjà un « rénégat », favorable aux Trois Ans, etc.
- la Grande Guerre :
 - * patriotisme ouvertement proclamé, jusqu'aboutisme. Élu 20 juin 1917 par le *Canard enchaîné* « grand chef de la tribu des bourreurs de crâne », devançant de justesse Barrès
 - * chasse aux ennemis de l'intérieur
 - * mais l'Action française doute de sa sincérité !
 - * *La Guerre sociale* devient en 1916 *La Victoire* (gros tirage)
 - * critique de la rév. russe

¹ Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur. De l'antipatriotisme au pétainisme*, La Découverte, 1997, 364 p., & G.Heuré, "Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 16-28

* il n'est exclu de la SFIO qu'en septembre 1918 !

- les années 1920 :

* soutien du Bloc national

* veut ramener la classe ouvrière « dans le droit chemin »

* Hervé a beaucoup moins d'argent que François Coty et *La Victoire* a des tirages très inférieurs à ceux de la presse du parfumeur

* Hervé est dépassé par les autres organisations antiparlementaires

* en 1922 il salue l'arrivée au pouvoir de Mussolini

* il préconise un rapprochement franco-allemand

- les années 30 :

* il entretient des rapports avec des industriels allemands, avec les Casques d'Acier

* zéloteur des régimes fascistes, il craint la violence du nazisme

* se rallie à la « solution » **Pétain en 1935** : voir le dossier biographique

- la Deuxième Guerre mondiale :

* interdiction de son journal 20 juin 1940

* désapprouve les persécutions contre les juifs, les francs-maçons et ne sombre pas dans la propagande de la Collaboration

* même s'il persiste à désirer une « république forte, nationale et catholique », il espère la victoire alliée

* meurt d'une crise cardiaque en octobre 1944

4°) Divers

les timbres-poste peu guerriers de la Ille : le type Paix et Commerce du bien nommé Sage, le type Mouchon (droits de l'Homme), la Semeuse : voir *Débuts et BÉ*

L'Œuvre du Souvenir français entretient les tombes des soldats tués en 1870-1871. En émane en 1912 le Souvenir alsacien-lorrain, fondé à Metz et à Strasbourg, et aussitôt interdit par les autorités allemandes

P. Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p., compte rendu (utilisé) dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, pp. 178-179 : il y a eu une doctrine militaire de la SFIO

Soudain l'été 14 :

- Pour la France, le Sud-Est européen était depuis longtemps un théâtre diplomatique secondaire et dangereux, aussi l'alliée russe n'avait-elle pas été soutenue lors des crises précédentes. Il semble bien qu'en 1914 il en ait été différemment. En effet, Poincaré et Viviani effectuent en juillet 1914 un voyage officiel en Russie, prévu de longue date, et qui aurait d'ailleurs dû être suivi par une visite du tsar à Paris en septembre 1914.

- Ils ont *peut-être* à cette occasion confirmé au gouvernement russe leur intention d'exécuter " toutes les obligations imposées par l'alliance " , c'est-à-dire intervenir par les armes si

l'Allemagne prenait parti dans un conflit austro-russe. Poincaré, sans promettre véritablement l'appui de la France, a pu ne pas inciter le tsar à la modération. Les réponses à ces questions ne sont pas assurées, et Poincaré fut vivement attaqué sur ce point dans les années vingt. Toujours est-il que le gouvernement français a agi avec détermination pour soutenir la Russie à partir du moment où celle-ci s'est engagée de façon ferme dans la crise.

© Dominique Lejeune pour l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie

APHG